

VENDREDI 10 AVRIL 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = 59 – La grande illusion p.1
- = Comment se déroulera le prochain effondrement économique p.3
- = L'IMPOSSIBLE RÉFORME DU SYSTÈME FINANCIER p.6
- = Toutes les manipulations finissent par prendre fin p.8
- = La production de pétrole de l'Arabie saoudite au plus haut depuis 13 ans p.11
- = L'Iran, nouvelle menace pour le prix du baril de pétrole ? p.11
- = Internet a-t-il révolutionné le 21ème siècle et les marchés boursiers ? p.13
- = Quand les bulles font perdre la boule, les discours deviennent débiles (P. Béchade) p.15
- = « Malgré la reprise économique, le Royaume-Uni touché par la faim ! » p.19
- = Un haut fonctionnaire de l'ONU déclare qu' "on devrait faire tous les efforts possibles" pour dépeupler la planète !! p.26
- = La bulle de bien-être futur (Bruno Colmant) p.32
- = La Fed de New York confirme le nouveau délai sur les taux et fait monter WallStreet p.33
- = 2014-2015: l'hiver le plus chaud sur Terre... p.34
- = Pour la première fois de l'histoire, un pays émet un emprunt à 10 ans avec un taux d'intérêt négatif p.36
- = Syriza, Podemos... Restructuration ou annulation de la dette illégitime ? p.38
- = Le Venezuela tente d'éviter le défaut de paiement p.44
- = L'Angleterre s'enflamme pour un puits de pétrole p.46
- = Des règles pertinentes pour le combat p.47



59 – La grande illusion

François Roddier 3 avril 2014

On sait qu'une structure dissipative s'effondre lorsque l'information qu'elle mémorise n'est plus adaptée à son environnement. Cela implique qu'une société humaine s'effondre lorsque sa perception du monde, donc la politique de ses dirigeants, est devenue obsolète. C'est ainsi (voir billet précédent) que nos élites cherchent à corriger les effets du libéralisme par plus de libéralisme ou les effets de la croissance par plus de croissance.

L'Homme semble avoir la tête tournée par ses prouesses scientifiques et techniques. Puisque nous avons été capable d'aller sur la lune, alors tout nous est possible. Il n'y a pas de limites au progrès. Si nos réserves de pétrole diminuent et le climat se réchauffe, alors de nouveaux progrès permettrons de résoudre ces problèmes. Là encore, on nous propose de résoudre les problèmes dus à des progrès trop rapides, par des progrès encore plus rapides.

Un parangon de ce mode de pensée est l'américain Ray Kurzweil. Spécialiste d'intelligence artificielle, Kurzweil pense que les ordinateurs seront bientôt

capables de supplanter l'intelligence humaine. L'humanité franchira alors ce qu'il appelle une "singularité" (1). Allons-nous être dirigés par des ordinateurs?

Kurzweil pense que les progrès techniques permettront de prolonger indéfiniment la durée de la vie humaine (2). À aucun moment il ne lui vient à l'idée que notre civilisation peut s'effondrer. La nécessité pour les gènes humains de s'adapter à un monde qui évolue de plus en plus vite, devrait au contraire entraîner une diminution de la durée de vie humaine. De fait, l'espérance de vie aurait déjà commencé à décroître aux États-Unis (3).

Qu'ils soient de droite ou de gauche, la plupart de nos hommes politiques pensent comme Kurzweil. Ainsi Jean-Luc Mélenchon aurait déclaré à la radio: « Demain nous vaincrons la mort » (4). Devant une telle misconception de la réalité, on ne s'étonne plus que les politiques qu'ils proposent soient irréalistes.

Ce mois-ci, le Monde Diplomatique publie un article de Jacques Testart (5) sur la procréation médicalement assistée. Selon Testart, cette technique fait resurgir le spectre de l'eugénisme: « Elle pourrait conduire insensiblement à un monde biopolitique créé par l'engendrement en laboratoire d'individus programmés, dont Aldous Huxley a imaginé une version dans Le Meilleur des Mondes, en 1931 ». Faut-il s'en inquiéter?

Les individus génétiquement programmés au laboratoire sont soumis comme les autres à la sélection naturelle. C'est elle qui décide en dernière instance. S'ils ne sont pas adaptés à leur environnement, les gènes sélectionnés par l'Homme seront éliminés par la sélection naturelle. Parce qu'elle diminuera la variabilité génétique, toute tentative d'eugénisme entraînera une baisse de la population mondiale, un effet plutôt salubre lorsque les ressources diminuent.

Tous ces exemples montrent que ce n'est pas l'Homme qui commande. L'évolution obéit à des lois auxquelles l'Homme est soumis. On sait aujourd'hui que la sélection naturelle agit sur les gènes. Elle sélectionne ceux qui maximisent la dissipation d'énergie. Elle a pour cette raison sélectionné les premiers gènes capables de produire un cerveau reptilien. Pour dissiper encore mieux l'énergie, les cerveaux reptiliens se sont fait seconder par un cerveau limbique ou affectif. Celui-ci s'est entouré ensuite d'un cerveau rationnel appelé neocortex. Aujourd'hui le neocortex de l'Homme se fait

secondé par un cerveau exosomatique encore plus puissant, constitué d'ordinateurs.

Cela ne produira pas plus de singularité que lorsque l'Homme s'est mis à dissiper l'énergie de façon majoritairement exosomatique, à l'aide des machines. Aussi puissant qu'ils soient, nos ordinateurs continueront à obéir à notre cerveau rationnel. Lui-même obéit à notre cerveau affectif. Cherchant à maximiser notre bien-être, ce dernier obéit à notre cerveau reptilien qui lui-même obéit à nos gènes. Enfin ces derniers obéissent aux lois de la chimie c'est-à-dire, in fine, de la thermodynamique.

Ainsi l'Homme n'est pas maître de son destin. Il n'en a que l'illusion. Pour les raisons que j'ai décrites, les sociétés humaines suivent les lois de la thermodynamique. Nos dirigeants y sont soumis. Mis à la tête d'un pays par une population dont les idées sont devenues complètement irréalistes, ils ne peuvent qu'entraîner la société vers son effondrement.

- (1) Ray Kurzweil, *The Singularity is Near*, Penguin Books (2005).
- (2) Ray Kurzweil, Terry Grossman, *Fantastic Voyage: Live Long Enough to Live for Ever*, Rodale (2013).
- (3) Voir: notre-planete.info.
- (4) Des paroles et des actes, France 2, 12 janvier 2012. Cité par Vincent Cheynet, *Décroissance ou décadence, Le pas de côté*, 2014.
- (5) Biologiste français, Jacques Testart a permis la naissance du premier "bébé éprouvette" en France en 1982.

Comment se déroulera le prochain effondrement économique

SHTF

**Mac Slavo
ShtfPlan**

Publié le 10 avril 2015



Les nouvelles informations ne cessent plus d'affluer. L'économie des Etats-Unis est en difficulté. Toutes les statistiques officielles comme le taux de chômage et la reprise économique sont basées sur des mensonges et des

fabrications.

Comme l'explique Christopher Green, de chez [Alternative Media Television](#), dans son récent commentaire vidéo, ces mensonges finiront éventuellement par nous rattraper, et quand ils le feront, les conséquences en seront plus terribles encore que nous pourrions l'imaginer.

Il est nécessaire que nous comprenions bien ce qui arrive. La magnitude des événements qui approchent, de l'effondrement économique que nous vivons aujourd'hui.

Il n'y a pas de reprise. Il n'y a pas de croissance de l'emploi. Il n'y a pas de croissance réelle aux Etats-Unis. Ce n'est pas que les Etats-Unis n'ont pas d'excellentes entreprises... mais que le système lui-même est pourri de l'intérieur. Le problème est structurel.

C'est exactement ce que nous avons vu avec la banque suisse par exemple, avec une contre-décision qui a vu le franc flamber de 20% en une nuit, malgré une promesse de maintenir la politique d'origine. La Fed perd sa crédibilité, c'est là tout le problème.

Et quand le prochain effondrement frappera, la Fed se retranchera dans un coin et les investisseurs se demanderont commente tout ça aura pu se passer en période de stimulation économique. C'est à ce moment-là que sera ouverte la boîte de Pandore.

Une guerre éclatera. C'est pour cette raison que je pense que sur le plan géopolitique, les conflits ont déjà commencé... C'est pourquoi le gouvernement fédéral des Etats-Unis et le complexe militaro-industriel finiront par appuyer sur le bouton de réinitialisation.

Ils blâmeront la guerre. Ils blâmeront la mort. Ils blâmeront n'importe quoi... le terrorisme, l'EIIL, Al-Qaida, la Russie, l'Iran... Tout doit être la faute de quelqu'un. Mais certainement pas la leur.



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=yG7EOByTHO0

La référence de Green à la contre-décision de la banque suisse est le parfait exemple de la rapidité à laquelle le statu quo est susceptible de changer. J'ai déjà parlé de l'effet de cascade, qui, une fois un événement déclencheur apparu, pourrait potentiellement faire s'effondrer tous les systèmes en l'espace d'une nuit. Il y a plusieurs années, l'investisseur Doug Casey expliquait que lorsque cela se produira, les événements se succéderont si rapidement que personne ne s'en rendra compte avant qu'il soit trop tard.

Oui, une telle situation peut apparaître chez nous. Et elle le fera. Peut-être pas cette année, peut-être d'ici de nombreuses années. Mais quand l'effondrement commencera, personne ne pourra l'arrêter. Il détruira le statu quo si rapidement que les gens commenceront seulement à s'en rendre compte lorsque le mal aura été fait.

...

La vérité, c'est que nous avons déjà atteint un point de non-retour. Il n'y a aucun moyen pour le gouvernement des Etats-Unis de payer ses obligations sans faire défaut ou détruire le dollar.

Bien que l'évènement déclencheur soit incertain, les conséquences devraient être claires. L'effondrement économique à venir ne ressemblera à rien de ce que nous avons pu traverser jusqu'à présent. Et ce n'est pas là ce qui sera le pire.

Une fois que le peuple sera sans emploi, affamé et prêt à se dresser contre son gouvernement, le feu d'artifice pourra commencer – littéralement. Bien que la guerre puisse ne pas être imminente, sachez que les Russes et les Chinois élargissent leurs armées dans l'anticipation du jour où quelqu'un pressera le bouton de réinitialisation.

La meilleure façon d'agir est de se préparer à la fin de notre vie telle que nous la connaissons aujourd'hui et à ce qui arrivera ensuite, et qui pourrait bien être la guerre la plus destructrice de l'Histoire. Doug Casey l'explique très bien :

« Quand les émeutes de la faim éclateront à New York, à LA, à Londres ou encore à Paris, j'espère déjà être très loin. »

La guerre approche. C'est ainsi que la civilisation humaine a toujours fait face aux effondrements économiques.

La situation ne sera pas différente aujourd'hui.

L'IMPOSSIBLE RÉFORME DU SYSTÈME FINANCIER

10 avril 2015 par François Leclerc

Il y a de quoi donner le tournis : le shadow banking représentait 75.000 milliards de dollars d'actifs en 2014, selon le Conseil de stabilité financière (FSB), soit 50 % des actifs bancaires et 120 % du PIB mondial. Mais le plus impressionnant réside dans l'augmentation de 7 % de sa taille en une seule année, signifiant qu'une mutation est en cours.

Sans aller chercher plus loin et pénétrer dans les arcanes du système financier, cette constatation relativise singulièrement la portée de mesures de régulation principalement destinées aux banques. Cela a d'ailleurs conduit Vitor Constâncio, le vice-président de la BCE, à réclamer une vigilance renforcée des frontières entre ces dernières et les entités du shadow banking, comme si la cause était perdue d'avance en ce qui concerne la régulation de la *finance de l'ombre*.

L'Europe participe pleinement à son essor : selon le FSB, la zone euro contribuait en 2013 pour un tiers au shadow banking – une part équivalente à celle des États-Unis – et le Royaume-Uni représentait 12 %, l'ensemble pesant 79 % de ce secteur florissant. Il est généralement expliqué que cela résulte d'un transfert d'activités, suite à la régulation bancaire, mais c'est négliger l'impact de la création des produits dérivés qui se poursuit activement.

Certes, le G20 de Saint-Petersbourg de 2012 a recommandé la régulation du shadow banking, mais celle-ci piétine. Dans son dernier rapport bi-annuel sur la stabilité financière globale, le FMI soulève d'ailleurs le cas des fonds

d'investissement, qui sont actuellement sur la sellette. Le volume de leurs transactions financières annuelles atteint 76.000 milliards de dollars, en augmentation de 40 % en dix ans. À l'instar de la SEC qui en étudie la mise en œuvre, le FMI préconise comme première et modeste étape la tenue de stress tests des fonds d'investissement.

La régulation du shadow banking s'effectue toutefois à pas comptés, car il en est désormais attendu qu'il prenne en Europe le relais des banques pour financer l'économie. Il ne faudrait pas à ce sujet contrarier le projet d'Union des marchés des capitaux du nouveau commissaire européen Jonathan Hill, qui mise sur la finance de marché et la titrisation pour favoriser la relance.

Le Parlement européen doit également statuer d'ici la fin du mois sur les recommandations du FSB en matière de collatéral. On entre là dans le Saint des saints, la couverture du risque de crédit d'une transaction financière par des actifs – dénommés collatéral – l'un des grands enjeux de la stabilité financière. La gestion du collatéral se complexifiant en raison de sa raréfaction relative, il devient de plus en plus problématique d'apprécier la valeur de la garantie apportée à une transaction dans des chaînes de financement qui s'allongent.

Comme si les risques inhérents au système financier ne suffisaient pas, les banques centrales ont placé celui-ci dans une situation d'assistance en adoptant pour une longue durée des taux proches de zéro. Revenir dessus crée un nouveau risque que Christine Lagarde, la directrice générale du FMI, a imaginé en parlant d'une liquidité des marchés qui pourrait « s'évaporer rapidement, si tout le monde se bouscule vers la sortie au même moment » (si les investisseurs vendent dans la précipitation leurs obligations dont la valeur va chuter en raison de la hausse des taux de la Fed).

Cela renvoie à une autre augmentation impressionnante, celle du volume de la dette globale. Elle progresse plus vite que le PIB mondial et résulte de la rencontre entre une offre de crédit très abondante, en raison des apports en liquidité des banques centrales, de faibles taux et d'une forte demande.

Comme l'illustre notamment la progression du crédit à la consommation aux États-Unis, sous les effets conjugués du crédit automobile et des prêts étudiants, qui en représentent les deux tiers avec un encours de 2.485 milliards de dollars. Une telle croissance est nécessairement accompagnée d'une augmentation du risque de crédit, devant laquelle les régulateurs

s'inquiètent. Et il semble ne pas y avoir de limites à l'extension de la dette, dont la progression dépasse celle de la croissance...

Quelle autre conclusion peut-il en être tirée, ainsi que des limites que connaît la régulation financière, si ce n'est que le système n'est pas en mesure de se réformer, avec toutes les conséquences qui en découlent ?

Toutes les manipulations finissent par prendre fin



Jesse
Le Café Américain

Publié le 10 avril 2015



« L'outil premier de manipulation de la réalité est la manipulation des mots. S'il vous est possible de contrôler le sens des mots, alors il vous est possible de contrôler ceux qui les utilisent. »

Philip K. Dick

« Depuis l'aube de l'humanité, l'amour et la vérité ont toujours gagné. Il y a eu des tyrans, des meurtriers, qui parfois un peu sembler invincibles, mais ils sont tous tombés. Ne l'oubliez jamais. »

Mohandas K. Gandhi

Je ne suis pas certain que la vérité et l'amour aient de grandes chances de gagner sur le court terme, au vu de ce qui se passe aujourd'hui. Si la bonté rapportait de l'argent, tout le monde serait vertueux, comme certaines théories aiment à le penser.

Pour ce qui est du monde de tous les jours, la réalité économique commune a

une certaine façon de se faire ressentir contre les puissances abusives, parfois même avec vengeance.

Il y a eu d'autres explications aux phénomènes de cette semaine concernant les marchés des changes. Zerohedge a publié un véritable menu d'explications.

Je les ai organisées en fonction du « quoi » et du « quand ». Une majorité d'entre elles appartiennent à la catégorie du « quand ». Qu'est-ce qui a poussé l'arrimage du franc suisse à l'euro à échouer à un moment si particulier ? Toutes les explications offertes sont bonnes.

Mais ce n'est pas là ce qui est le plus important, ce n'est pas là la vraie raison.

La Banque nationale suisse a dû mettre fin à sa manipulation des marchés des devises parce que cette attitude ne pouvait plus durer. C'est ce qui s'est passé.

La situation aurait pu durer plus longtemps si la BCE avait coopéré plus agressivement et s'était prouvée disposée à sacrifier son propre peuple pour les besoins des Suisses. Après tout, c'est ce que les Etats-Unis ont fait en coopérant avec leurs états clients comme le Japon.

Avec l'arrivée de son propre programme de QE et sa volonté de générer une inflation monétaire en achetant de la dette toxique à des prix non-marchés, la BCE semble encline à soutenir l'insoutenable, ou l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui constituée, en imprimant de l'argent. En ce sens, elle suit la voie des Etats-Unis, qui ont mis en place une stratégie similaire concernant la prééminence du dollar en tant que devise de référence mondiale par excellence.

Je ne me souviens plus de qui l'a dit le premier, mais ce qui est insoutenable ne pourra être soutenu.

C'est peut-être une tautologie, c'est aussi un très bon rappel que la surestimation du pouvoir des banques centrales n'est rien de plus qu'une autre illusion de l'ère moderne.

Une banque centrale qui cherche à élargir ses bilans et acheter de la dette souveraine à un prix non-marché, même si elle passe au travers de l'illusion de la discipline des marchés avec la coopération de banques, opère une machine monétaire. Et l'Histoire nous a déjà montré qu'une telle attitude est

insoutenable.

Il ne s'agit pas de stimulus. Le QE est mauvais pour l'économie en général. Il est une subvention pour le secteur financier. Il est, au mieux, une forme très inefficace de « stimulation au goutte à goutte ». Dans l'ensemble, il encourage la corruption, les mal-investissements et l'inégalité.

Il est un transfert de richesses au travers de l'utilisation de la monnaie et du système financier. C'est une erreur politique de premier ordre, un abus de pouvoir par ceux qui sont au sommet de la pyramide. Les gens bien intentionnés peuvent bien accepter cette folie, dans l'espoir vain que ceux qui créent la monnaie la redistribueront aux plus pauvres. Mais les choses ne fonctionnent jamais ainsi.

Le franc suisse s'est retrouvé sous pression parce que la réalité économique a poussé la devise à devenir plus forte par rapport à l'euro. La Banque nationale suisse a pris la décision en septembre 2011 de combattre cette réalité en arrimant sa devise à l'euro, au bénéfice de son industrie exportatrice.

Les Etats-Unis sont à la tête d'un cartel bancaire qui n'est pas loin de ressembler à la London Gold Pool, dont l'objectif est de manipuler l'or en tant que devise et de le rattacher artificiellement au dollar. C'est ce qui se passe maintenant depuis un certain temps.

La Chine et quelques autres pays ont fait leurs paris, et s'accaparent les inventaires globaux d'or à prix cassé. Voilà qui n'est pas sans ressembler au jeu que Soros et les banquiers suisses mènent contre la Banque d'Angleterre en vue de maintenir la valeur artificielle de la livre sterling. Et ils ont vendu la livre, encore et encore, jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus être soutenue.

J'ai pu voir les dommages collatéraux que l'échec de l'arrimage du franc suisse à l'euro a causés pour certains traders et firmes, et je suspecte que ce soit un phénomène plus étendu qu'on voudrait nous le faire croire.

Quand le lien entre l'or et le dollar ne sera plus, la dislocation des marchés financiers pourrait être plus vicieuse encore.

A moins que les banquiers centraux n'établissent un gouvernement unique et autocratique, ils échoueront. Cela ne fait aucun doute.

La production de pétrole de l'Arabie saoudite au plus haut depuis 13 ans

LaLibre.be et AFP Publié le mercredi 08 avril 2015

La production de pétrole de l'Arabie saoudite a atteint 10,3 millions de barils par jour en mars, son plus haut niveau en plus de 13 ans, a annoncé mercredi le ministre saoudien du Pétrole Ali al-Naïmi. "La production du royaume est stable avec une moyenne quotidienne de 10,3 millions de barils en mars", a déclaré le ministre, cité par l'agence officielle SPA.

Ce niveau est le plus haut depuis la mise en place en janvier 2002 d'un système de calcul de la production de brut mis en place par l'International Energy Forum, basé à Ryad.

La production de mars de l'Arabie saoudite est supérieure de 500.000 barils par jour à celle du mois de février.

Elle a été enregistrée au moment où l'Arabie saoudite cherche à préserver ses parts de marché dans un contexte de chute des prix. M. Naïmi a dit s'attendre à un maintien de la production saoudienne aux alentours de 10 millions de barils par jour et a prédit une amélioration des prix.

Il a également affirmé que son pays, un poids lourd de l'Opep et le premier exportateur au monde, était prêt à aider à faire remonter les prix du baril et qu'il avait besoin pour cela de la coopération des pays Opep et non-Opep.

L'Iran, nouvelle menace pour le prix du baril de pétrole ?

10 avril 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Allez, avouons-le, l'accord sur le nucléaire iranien n'a pas vraiment fait partie de mes principaux sujets de préoccupation ces derniers jours. Il a été éclipsé par mes inquiétudes sur l'avenir des récoltes de cacao ou encore sur les chances qu'a la Grèce d'éviter la faillite dans les semaines qui viennent.

Et pourtant, je dois aussi confesser une prédilection marquée pour l'Iran, remontant très certainement à ma première année de fac d'Histoire pendant laquelle j'avais suivi un cours sur l'empire perse. Depuis, non seulement je rêve de visiter les sites iraniens antiques, mais je suis de loin en loin l'actualité iranienne.

J'ai donc suivi d'un oeil et d'une oreille le déroulé des négociations entre P5+1 (Etats-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni, France et Allemagne) et l'Iran.

Avec une question principale en ligne de mire : **l'Iran peut-il faire définitivement sombrer le cours du pétrole ?**

Il ne vous aura pas échappé que le prix du baril s'est effondré depuis l'été dernier. Il ne vous aura pas non plus échappé que l'Iran est – ou plutôt fut – un important producteur de pétrole dont les exportations ont été très fortement ralenties par les sanctions imposées par les Etats-Unis et l'Europe. Nul besoin donc de se lancer dans d'interminables réflexions pour en arriver à l'équation suivante :

Accord sur le nucléaire => fin des sanctions => explosion des exportations de pétrole iranien => déséquilibre de plus en plus important entre l'offre et la demande mondiale de pétrole => nouvelle chute des cours du baril.

Et au point où en est le baril, une nouvelle chute pourrait signifier un pétrole à 20-30 \$.

Cette équation est certes simple mais est-elle forcément vraie ? Eh bien, ce n'est pas si simple que cela... et c'est ce que nous allons voir.

Le pétrole, seul salut pour l'Iran

Et débutons avec le potentiel de production iranien. L'Iran est assis sur de non négligeables ressources pétrolières. Ses réserves sont estimées à 132 milliards de barils, soit les deuxièmes plus importantes réserves de l'OPEP après l'Arabie saoudite. Téhéran est déjà un producteur non négligeable. Actuellement, sa production tourne autour des 3 millions de barils/jour (les chiffres que j'ai trouvés oscillent entre 2,7 et 3,2 millions de barils/jour), ce qui fait de l'Iran le 5e producteur de l'OPEP.

En outre, Téhéran trépigne. Le pays est en effet au bord du chaos financier. Les sanctions occidentales ont très lourdement pesé sur les finances d'un Etat dont les principales ressources sont les exportations d'hydrocarbures (en 2007, elles représentaient 60% des ses recettes). L'embargo et les sanctions ont donc littéralement étouffé l'économie iranienne et l'abandon de ces restrictions rouvrirait les vannes d'une manne financière très attendue.

Même avec un baril au plus bas, Téhéran n'a pas vraiment le choix, il lui faut produire et exporter du pétrole pour survivre financièrement.

Exporter ou périr

L'Iran a donc hâte de pouvoir exporter librement son pétrole. Depuis quelques années déjà, le pays s'est efforcé de contourner le blocus imposé par les Occidentaux, principalement en se tournant vers l'Inde et la Chine qui sont devenus ses principaux clients.

Pour Bombay et Pékin, l'embargo occidental a été l'occasion de se fournir en pétrole à bon compte mais aussi – et en cela la stratégie chinoise est très claire – de mettre un pied dans le pays en investissant dans des secteurs qui ont été abandonnés bon gré mal gré par les entreprises européennes et américaines. Est bien sûr concerné le secteur de l'énergie au sens large (exploration, production, transport et raffinage d'hydrocarbures) mais aussi les secteurs des infrastructures, de l'automobile, etc.

Malgré cette ouverture vers l'Asie, les exportations iraniennes de pétrole sont loin d'assurer la viabilité financière du pays. Le pays a constitué d'importantes réserves (autour de 30 millions de barils) et même mobilisé plusieurs de ses tankers pour les stocker. Téhéran a en outre annoncé que sa production pouvait augmenter de plus de 30% (pour dépasser les 4 millions de barils/jour) très rapidement.

Voilà pourquoi certains craignent que l'or noir iranien n'inonde un marché déjà saturé par les surplus de production, ce qui pourrait faire une nouvelle fois lourdement plonger le cours du baril de pétrole.

Mais dans les faits, c'est beaucoup plus compliqué que cela. Et c'est ce que nous verrons dès lundi !

Internet a-t-il révolutionné le 21ème siècle et les marchés boursiers ?

10 avr 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Vous vous rappelez 1999 ? Quelle belle époque c'était ! L'humanité se tenait au pied de l'Olympe... prête à rejoindre l'assemblée des dieux, batifolant, folâtrant — bref, faisant les 400 coups sans le moindre regret.

Internet prenait de la vitesse. On pensait un peu partout que les avancées en matière de communication avaient "éliminé la limitation de vitesse" de la croissance économique. L'information était désormais disponible pour tous, en toute simplicité.

Le premier idiot venu à Peoria pouvait aller sur internet et trouver comment faire une bombe dans sa cave ou une tarte aux cerises dans sa cuisine. Quant aux génies de Kuala Lumpur ou de Kaboul, ils étaient libérés des rustres attardés et ignorants qui les entouraient ; ils pouvaient voir par eux-mêmes les délices de la vie à Beverly Hills. Ils pouvaient parcourir le net, prendre un marteau et un burin... créer "une app' en or"... et se libérer de leurs chaînes.

Tant de gens... dans tant d'endroits... tous soupirant après des pizzas livrées à domicile et des fortunes faites grâce au *day trading* — tout cela mènerait à des niveaux de progrès encore jamais vus de toute l'histoire de l'humanité.

A quel prix pouvait-on estimer une technologie révélant les secrets du cosmos et déchaînant son pouvoir caché ?

Tout ça pouvait se constater sur le marché boursier lui-même, où des entreprises promettant des révolutions dans tous les domaines — du transport à la médecine en passant par les loisirs —

s'échangeaient à des prix totalement déconnectés des vérités qui avaient régi l'investissement jusque là. Après tout, à quel prix pouvait-on estimer une technologie révélant les secrets du cosmos et déchaînant son pouvoir caché ?

▪ **L'économie n'était pas la seule concernée**

Le progrès ne semblait pas seulement proche, mais également inéluctable — et il concernait tout autant l'Etat et la politique. La Chine a emprunté le chemin capitaliste en 1979. La Russie a suivi une décennie plus tard. La Turquie, l'Inde, le Brésil — tous les grands pays du "Tiers-Monde" étaient désormais des nations "en développement", suivant plus ou moins le modèle capitaliste/démocratique des Etats-Unis.

Ce modèle — de démocratie et de capitalisme assisté par l'Etat — semblait être imbattable. Francis Fukuyama a écrit son célèbre essai sur "la Fin de l'Histoire" en 1989, affirmant que la perfection avait peut-être été atteinte. Thomas Friedman y ajouta son livre *La Terre est plate* en 2005, qui disait, entre autres hallucinations, que toutes les économies du monde étaient désormais en concurrence parfaitement égale, selon les mêmes règles et les mêmes principes — qui leur avaient été montrés par les Etats-Unis, bien entendu.

Au milieu de cette euphorie vertigineuse est arrivé le krach du Nasdaq

Et au milieu de cette euphorie vertigineuse est arrivé le krach du Nasdaq.

"Bon, peut-être qu'on s'est laissé un peu emporter,

avec ces dot.com", a été la réaction générale. "Mais à présent, nous avons de vrais héros dans le secteur public ; ils peuvent nous sauver".

Le "Comité pour sauver le monde" est apparu sur la couverture du magazine *TIME* en 1999, après avoir prétendument sauvé le monde de la crise asiatique. Ensuite, pour avoir redonné un coup de fouet à l'économie suite à la récession de 2001, Alan Greenspan a obtenu la Médaille de la Liberté, décernée par le Congrès US et la plus haute récompense civile des Etats-Unis. Plus tard, en 2009, son successeur Ben Bernanke fut nommé "Personnalité de l'année" par *TIME* pour avoir rajouté 10 000 milliards de dollars de dettes à l'économie américaine. C'est le montant total de l'augmentation de la dette durant son mandat à la Fed.

Dans le même temps, au 20ème siècle, une poignée d'inventeurs, de bricoleurs et de scientifiques — travaillant dans une relative isolation et souvent avec peu de financements — ont donné au monde l'automobile, la radio, l'énergie atomique, les soins dentaires sans douleur, la pilule, le cinéma, les antibiotiques, les avions, l'air conditionné et internet.

Aujourd'hui, au 21ème siècle, des millions de scientifiques, d'entrepreneurs et d'ingénieurs — tous connectés à internet — sont à l'oeuvre. Ils devraient pouvoir mettre le feu à l'économie planétaire. Au lieu de ça — du moins pour l'instant —, ça a été une douche froide.

Nous en verrons les preuves dès lundi...

Quand les bulles font perdre la boule, les discours deviennent débiles

Avril 9, 2015 /dans [Articles des éconoclastes](#) /par Philippe Béchade

Un vent d'euphorie a soufflé sur l'Asie lisait-on dans les commentaires de pré-ouverture au petit matin du jeudi 9 avril : un doux euphémisme puisque la bourse de Hong Kong a connu un mini-krach à la hausse de +6,2% au cours de la première demi-heure de cotations, lesquels s'ajoutaient aux +3,8% de la séance de mercredi, soit un « bang » supersonique de +10% « tout rond » en moins de 8 heures de cotations effectives.

C'est typiquement le scénario de hausse parabolique qui vient conclure de nombreux mouvements boursiers caractérisés par une hystérie spéculative: Pékin n'a pas encore annoncé la moindre mesure concrète en matière de

soutien monétaire (la rumeur circule avec insistance depuis début avril) que le marché chinois « price » déjà la mise en oeuvre d'un quantitative easing équivalent à celui du Japon.

Un espoir loin d'être démesuré car -même si cela est peu commenté-, la Banque Centrale chinoise est de très loin celle qui a injecté le plus d'argent sous une forme ou une autre dans son économie: autant que la FED en terme de quantité (équivalent Dollar) pour un PIB inférieur de 40% à celui de l'Amérique.

D'où une prolifération de mauvaises dettes, liées à de mauvaises allocations d'actifs, souvent dictées par le souci d'un retour sur investissement immédiat... synonyme de corruption à grande échelle.

Dans ce même registre des mauvaises décisions financières dictées par une avidité d'argent qui frôle l'obsession, il y a ce rush historique -non, le terme est trop faible, c'est une ruée hystérique- vers la bourse.

Beaucoup de chinois s'y précipitent de la même façon qu'au Casino dès qu'ils ont touché leur « enveloppe » (en l'échange d'un sésame administratif ou d'un prêt qui permet de faire survivre un projet moribond).

Mais la bulle boursière en Chine n'est pas alimentée par quelques milliers de fonctionnaires ou de banquier corrompus mais bien par des centaines de milliers de nouveaux actionnaires néophytes chaque semaine (plus de 1,5 millions à l'issue de la dernière semaine de mars) pour qui la bourse « ça gagne à tous les coups ».

D'après de récentes statistiques émanant des banques elles-mêmes, 6% des nouveaux actionnaires ne savent pas lire... mais peu importe, il suffit de savoir compter... et de repérer sur l'écran la touche « achat » puis « valid ».

Les nouveaux actionnaires sont appâtés par un doublement des indices chinois en à peine 9 mois (le SSE de Shanghai vient de tester les 4.000Pts contre mois de 2000 fin 2013): les indices européens font pâle figure avec leurs 40% de hausse au cours des 6 derniers mois (et à peine plus de 25% depuis la mi-octobre 2014 pour des investisseurs qui mesurent leur performance en Dollar).

Nous aurions tort de nous moquer d'eux, de leur naïveté, de leur comportement grégaire, de leur exubérance irrationnelle car nous avons chez nous -dans nos firmes de gestion ayant pignon sur rue et les honneurs de la

télévision- des stratèges qui font preuve d'un enthousiasme aussi hyperbolique que la courbe du CAC40.

Les mêmes qui jugeaient fin février que +12% en 6 semaines, cela va trop vite et que ce ne sera pas tenable affirment aujourd'hui, avec des indices qui affichent 10% de plus (en moins de 6 semaines cette fois) que la hausse va probablement perdurer car elle n'est en rien excessive mais dictée par des signaux économiques encourageants (le marché prend juste un peu d'avance, comme il le fait depuis 4 ans que les profits stagnent tandis que les cours de bourse ont plus que doublé).

Les flux de liquidités sont si massifs qu'aucune fausse note dans l'actualité macroéconomique ne peut venir couvrir le rugissement du réacteur haussier, semblable à celui d'un Rafale au décollage: le CAC40 vient d'engranger +22% depuis le 1er janvier.

Préparez-vous à le voir doubler la mise d'ici fin 2015 et tester 6.000, voir les sommets de 2007 (6.150): avec des taux négatifs, plus rien n'est impossible.

Car nous n'en sommes qu'au début du déversement de liquidités du siècle -non pardon, du millénaire- car des milliers de milliards de Dollar en quête de rendement n'ont d'autre alternative que d'être investis en action.

Le Nasdaq n'offre même plus 1% de rendement (contre 1,5% pour des bons du Trésor à 5 ans) et le S&P500 à peine 1,85% (contre 1,95% pour les T-Bonds 2025) mais les « sherpas » -et autres faiseurs d'opinion- de Wall Street ne sauraient s'arrêter à ce genre de détail « irrelevante » (sans pertinence).

De toutes façons, le rendement des valeurs du CAC40 avoisine 2,5% (sur la base des estimations pour 2015) et va forcément s'amplifier avec les méga profits découlant du déclin de -20% de l'Euro en 1 an.

Et si les profits espérés ne sont pas au rendez-vous, il y a les rachats de titres (la barre des 750MdsE devrait être franchie cette année).

Et si les rachats de titres ne suffisent pas à masquer la stagnation des ventes et des marges, il y a les fusions, les mégas-fusions, et même les « hyper fusions »... lorsque les lanceurs d'OPA ont fondu les plombs.

Aucune cible n'est trop grosse quand l'argent à crédit est gratuit et offert en quantité illimitée: le dernier exemple en date c'est Shell, le N°1 européen du pétrole qui lance une offre de 64MdsE pour racheter le N°3 britannique de

l'énergie « BG Group » (ex British Gas).

Le but avoué est d'une pertinence qui force l'admiration: Shell veut grossir pour combler l'écart par rapport à Exxon Mobil.

La bourse, la finance globalisée, cela ressemble désormais à un concours du type « qui à la plus grosse »... opération de rachat en cours, et surtout à n'importe quel cours.

Shell à peut être les moyens de ses ambitions... mais le rachat de BG s'effectue sur la base d'un PER de 66.6 alors que Shell affiche un PER de 15,5 sur 2015 et 12 sur 2016 (pour Exxon Mobil c'est 22,6 et 15,6 en 2016).

Shell devrait donc parvenir à... rendre son rival Exxon-Mobil plus attractif aux yeux des investisseurs, grâce à des multiples qui apparaîtront bientôt plus favorables que ceux du consortium anglo-néerlandais !

Mais au fait, si l'économie était en croissance, si les consommateurs ne savaient plus où donner de la carte de crédit -grâce en soit rendu au pouvoir d'achat « restitué » par la baisse du coût de l'énergie-, pourquoi des multinationales prospères et prétendument pleines de projets d'avenir auraient-elles besoin de se livrer un gigantesque jeu de « pac-man » motivé soit par un souci d'optimisation fiscale, soit par de pseudo-synergies dont l'essentiel se résume à des économies d'échelle, synonymes de licenciements en masse ?

Avec désormais 910Mds\$ de fusions acquisitions conclues en 3 mois et une semaine de part et d'autre de l'Atlantique, c'est déjà plus que la moitié du montant record de 1.850Mds\$ de l'année 2007.

En Chine, il s'est ouvert plus de comptes en 3 mois et une semaine que durant toute l'année 2014 qui surpassait le précédent record d'ouvertures observé, mais oui, également en 2007.

Parmi les grosses différences avec 2007, les PER sont beaucoup plus élevés et les perspectives de croissance en Chine, aux Etats Unis et en Europe sont beaucoup moins fortes.

Mais, la principale différence, c'est que l'argent est gratuit et il faut désormais payer pour prêter à des Etats qui ne nous rembourseront jamais.

Peu importe, ils rouleront la dette indéfiniment... enfin, jusqu'à ce que les peuples réclament que la tête des grands argentiers qui les spolient -au profit

des 0,01% possédant la moitié de la richesse mondiale- roule dans la sciure.

« Malgré la reprise économique, le Royaume-Uni touché par la faim ! »

Charles Sannat 10 avril 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Vive la reprise économique en Espagne ! C'est la fin de la crise, regardez... même en Espagne ça reprend et pourtant, jamais les pauvres n'ont été aussi nombreux et aussi pauvres, MAIS c'est la reprise.

Vive la reprise économique en Allemagne. C'est bien la preuve que c'est la fin de la crise, pensez donc... vont même augmenter les fonctionnaires (enfin, ceux qui restent) et on oublie de vous dire qu'en Allemagne, jamais les pauvres n'ont été aussi nombreux et aussi pauvres, MAIS c'est la reprise !

Vive la reprise économique aux États-Unis... Jamais le nombre de chômeurs n'a été aussi bas... Bon, on oublie de vous dire qu'ils sont 93 millions à être sortis de la population active ou encore 48 millions à devoir être assistés à la soupe populaire... Jamais les pauvres n'ont été aussi nombreux et aussi pauvres, MAIS c'est la reprise !

C'est tous les jours, tous les jours que l'on nous prend pour des ânes en nous expliquant que quelque part, ailleurs, dans le monde, c'est la reprise.

Tant que vous avez un travail tout va très bien !

Et lorsque vous dites que non, que ce n'est pas vrai, vos amis vous regardent, interloqués. Car EUX ne voient pas la crise. Évidemment qu'ils ne voient pas la crise. Ils ont encore un travail, les prix « baissent » gentiment pour certains d'entre eux, je pense en particulier au prix des voitures qui reste très négociable par exemple. Donc finalement, quand vous avez votre travail, tout va bien. Il n'y a pas de crise. Pas de crise perceptible en tout cas à titre personnel. Or les gens raisonnent en ramenant tout ou presque à leur situation personnelle.

Tant que les pensions seront versées, les retraités trouveront que tout va mieux que bien. Tant que le salarié touche sa paie, tout ira également mieux que bien.

C'est ainsi, il ne sert à rien de le déplorer. Simplement j'attire l'attention de ceux qui touchent leur pension de retraite (et je leur souhaite de tout cœur que ce soit le cas aussi longtemps que possible car évidemment « ils l'ont amplement mérité ») ou de ceux qui touchent un salaire que cela peut prendre fin assez rapidement.

Et le problème c'est qu'actuellement en France, comme dans tous les pays qui doivent affronter cette reprise économique absolument faramineuse, il est très difficile de retrouver du travail. Simplement d'en retrouver un. Résultat ? Lorsque vous regardez les chiffres du chômage en détail, la durée s'accroît... et au bout du bout, c'est la pauvreté.

Un article subversif du *Monde*...

Je le précise, parce que sinon on me dit « Charles, non, tu ne peux pas dire ça »... mais si *Le Monde* le dit, ça vaut, et toc !

Et que dit *Le Monde* ? Que malgré une reprise économique monstrueuse comme chacun le sait, le nombre d'anglais qui ont faim augmente dangereusement.

D'ailleurs, un gentil « confrère » m'expliquait sur un plateau télé récemment à quel point le marché du travail en France était figé et à quel point le chômage était bas en Angleterre...

Ben oui, lui rétorquais-je... au royaume de sa très gracieuse majesté ils ont même inventé le contrat 0 heure de travail... Ne rigolez pas, c'est du vrai et c'est du lourd. Attention, là, on est chez les pros.

Donc un patron anglais peut vous embaucher à 0 heure. En clair, il vous fait signer un contrat de travail et vous n'avez pas le droit d'aller bosser ailleurs... MAIS il n'est pas tenu de vous fournir du travail. Et tant que vous ne travaillez pas, vous n'êtes pas payé... Si le type a besoin de vous 6 heures le mois prochain, vous serez payé 6 heures de boulot le mois prochain... En attendant, vous irez à la soupe populaire.

Donc logiquement, les patrons se sont rués sur ce type de contrat, ont embauché tout plein d'Anglais et le taux de chômage a baissé. Sans blague. Je vous passe les statistiques britanniques sur l'augmentation exponentielle du nombre d'handicapés... (qui eux aussi sortent des stats du chômage). *Le Monde* nous raconte donc l'histoire triste de Robert qui « aujourd'hui

guéri d'un cancer mais souffrant tellement du dos et du pied qu'il peine à se déplacer, l'homme vit quasiment sans le sou. Il reçoit 40 livres (environ 55 euros) d'allocations par semaine, garde parfois des enfants après l'école pour 15 livres (environ 21 euros) hebdomadaires et se fait surtout aider par ses deux filles qui habitent non loin. « Il y a des erreurs dans le calcul de mes allocations, plaide-t-il. En attendant que les autorités les corrigent, je suis obligé de venir ici. »

Bon, après tout, s'il a eu un cancer c'est sans doute de sa faute... Et puis y'en a marre de payer pour les pauvres... Hein, après mort aux cons... mort aux pauvres !

Mais *Le Monde* va plus loin (attention, là cela devient subversif, il y aurait des pauvres de plus en plus nombreux malgré la reprise...):

« Dans le quartier de la gare de Waterloo, à quelques kilomètres de là, une autre food bank reçoit des victimes urbaines de la faim. La plupart de ceux qui y viennent travaillent, mais ne gagnent pas assez pour vivre correctement. Patrick, lui, a bénéficié de l'aide prodiguée par la banque alimentaire il y a six mois, et revient donner des coups de main. Ce jeune homme qui travaille dans la grande distribution a signé un « contrat zéro heure », qui impose une flexibilité extrême au salarié : l'entreprise décide du nombre d'heures que doit travailler le salarié, et seules les heures effectuées sont rémunérées. Certains mois, Patrick n'a rien touché. Alors la banque alimentaire est devenue une nécessité... »

Tiens... on parle des contrats 0 heures... 0 heure et 0 money. Devrait-on dire. Et *Le Monde* d'avancer ce chiffre ahurissant dans un pays en pleine reprise de la croissance économique fabuleuse... « Au moins 2 millions de Britanniques mal nourris. »

Une politique « punitive » dirigée « contre les pauvres ». Mazette! Et c'est le Monde qui le dit!!

« Mais l'in vraisemblable augmentation de la pauvreté outre-Manche depuis quelques mois trouve aussi ses origines dans le « Welfare Reform Act 2012 », la réforme d'ampleur de la protection sociale initiée par le gouvernement conservateur de David Cameron. Le journaliste et économiste Stewart Lansley, co-auteur d'un essai intitulé *Breadline Britain: the Rise of Mass*

Poverty (« La Grande-Bretagne sous le seuil de pauvreté : la montée de la pauvreté de masse ») évoque une politique « punitive » dirigée « contre les pauvres, et non contre la pauvreté » :

« D'abord, le montant de certaines allocations a été considérablement réduit. Ensuite, et surtout, le gouvernement a introduit un régime de sanctions en 2013 : dans les faits, cela signifie que des chômeurs se voient refuser le versement d'allocations si leur jobcentre [équivalent britannique de Pôle emploi] estime qu'ils ne cherchent pas suffisamment de travail. »

L'application de cette réforme a été faite « de façon très injuste », insiste l'auteur, qui cite l'exemple de personnes temporairement radiées du système d'allocations pour ne pas s'être rendues à un rendez-vous du jobcentre pour cause... d'entretien d'embauche. Les effets de ce régime sont considérables : selon les calculs de M. Lansley, un million de personnes ont déjà été victimes d'interruptions du versement de leurs allocations – des sanctions qui durent au minimum quatre semaines et peuvent aller jusqu'à trois ans. »

Oui les pauvres c'est pénible, pénible parce qu'ils sont de plus en plus nombreux, pénible parce qu'en fait, quelle que soit la partie du monde que vous regardez, quel que soit le système social en vigueur, le problème est le même partout, nous faisons face à une absence totale de reprise économique et la croissance économique n'existe plus.

Quand la croissance existe car elle peut parfois être statistiquement réelle, elle ne s'accompagne en aucun cas de création d'emplois pour la simple raison que les entreprises n'ont plus besoin de bras, plus besoin de magasins (demandez aux 1 600 salariés virés des magasins Vivarte). Entre automatisation, migration des ventes vers Internet, mondialisation, robotisation, délocalisation et j'en passe, nous sommes entrés dans l'ère de la raréfaction de l'emploi. Pourtant, pour celles et ceux qui ont travail et revenu pour le moment, je vous le confirme tout va bien.

Mais le risque c'est qu'un jour vous soyez touché, ce jour-là que ferez-vous ? Il y a et il y aura de moins en moins de travail. C'est une tendance lourde, mais le système ne sait pas faire sans la notion de travail pour répartir les richesses. Sans travail vous êtes exclu du partage.

Alors plus le nombre de pauvres augmentera, plus on vous dira quand même que tout va bien et que c'est la reprise. Et le nombre de pauvres augmentera encore et toujours... Il finira par se poser évidemment le problème de ce que

l'on peut en faire et la réponse sera politique... ou ne sera pas. Il faut donc que vous sachiez comment vous ferez lorsque vous aussi... vous serez pauvre et que votre nom sera allé allonger la liste !

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

UE : la fronde couve contre les sanctions antirusse

On voit bien jour après jour à quel point la crise financière grecque n'est plus économique mais est devenue fondamentalement géopolitique. Ensuite, l'alignement sans discernement de l'Europe sur les intérêts américains vient heurter frontalement certaines cultures de pays nettement plus tournés vers l'est et en particulier vers la Russie.

C'est l'Europe qui se disloque sous vos yeux.

Charles SANNAT

Le Brésil va reprendre la construction de quatre centrales nucléaires

Vous ne devriez pas entendre parler de la construction de ces centrales brésiliennes puisque normalement le Brésil n'achètera pas de réacteurs français à AREVA presque en faillite, mais sans doute à nos zamis chinois...

À ce rythme-là, dans 5 ans, nous n'aurons plus rien à vendre nulle part...

Charles SANNAT

RIO DE JANEIRO, 8 avril (Xinhua) – Le Brésil reprendra la construction de quatre centrales nucléaires comme prévu, a annoncé mercredi le ministre brésilien des Mines et de l'Énergie Eduardo Braga.

« Nous avons discuté et débattu (et maintenant) nous allons prendre des mesures importantes dans cette direction, avec audace et courage », a indiqué M. Braga.

Lors d'une session du Sénat, M. Braga a déclaré que le pays ne pouvait pas abandonner ses projets de construction de centrales nucléaires, qui devaient être achevés d'ici 2030 mais qui avaient temporairement été suspendus à la suite de la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon en 2011.

Des responsables ont déjà sélectionné 21 sites éventuels pour les nouvelles centrales, a-t-il précisé.

Le Brésil possède déjà deux centrales en service dans l'État de Rio de Janeiro (sud-est du pays), Angra 1 et 2. Une troisième (Angra 3) est en construction

et devrait entrer en service en 2018.

Transition verte en Chine... une déferlante à venir !!

La croissance verteuuuuu, un levier pour l'avenir de la France hahahahahahah, houhouhouhouhou, bien sûr... Nous on va être les seuls à travailler sur le bon, le beau et l'écolo, et les autres comme ils sont cons et stupides, ils vont continuer à s'asphyxier et pour se sauver acheter que nos produits...

C'est évidemment sans compter le « génie » chinois et son approche long terme. La Chine sait très bien qu'elle doit aborder elle aussi son virage environnemental et faire sa révolution écolo. Mais il ne faut pas imaginer qu'elle le fera avec des produits français ou allemand, ou encore made in USA... la Chine va le faire avec des produits et des solutions chinoises qui seront en plus exportées en low cost...

La révolution verte n'apportera pas grand-chose à la France à part sans doute le recyclage de nos déchets pas forcément tous délocalisables... quoique !

Charles SANNAT

Chine : la production de véhicules à énergies nouvelles a triplé au premier trimestre

BEIJING, 9 avril (Xinhua) – La production chinoise de véhicules à énergies nouvelles a atteint 25 400 unités au premier trimestre de 2015, soit trois fois de plus que la même période de l'année dernière, a annoncé jeudi le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information.

Sur les trois premiers mois de l'année, la production de voitures électriques particulières [rechargées avec de l'électricité produites par des centrales au charbon...] a augmenté de 400 % en glissement annuel à 11 000 unités, et les voitures hybrides particulières ont connu une hausse de près de 500 % à 7 257 unités.

Les productions de véhicules utilitaires électriques et hybrides ont respectivement grimpé de 500 % et 61 %.

Sur le seul mois de mars, les constructeurs automobiles chinois ont produit 13 500 véhicules à énergies nouvelles, soit trois fois plus qu'en mars 2014.

Les intenses efforts de promotion déployés par le gouvernement ont permis

d'accroître le nombre de véhicules à énergies nouvelles sur les routes, contribuant à l'économie d'énergie et à la lutte contre la pollution.

En mars, le ministère des Transports a fixé un objectif de 300 000 véhicules à énergies nouvelles en service en Chine d'ici fin 2020.

Sa directive visant à encourager la production et l'achat de véhicules à énergies nouvelles fixe ainsi pour objectif 200 000 bus et 100 000 taxis et véhicules de livraison à énergies nouvelles d'ici 2020.

La Chine continuera d'encourager la construction d'installations de recharge pour les véhicules à énergies nouvelles dans les villes et d'accorder des exonérations fiscales et des subventions pour l'achat de tels véhicules, a indiqué le ministère.

Un superordinateur chinois accusé de menacer la sécurité des États-Unis

Je trouve tout de même surprenant qu'un État, en l'occurrence il s'agit des USA, aussi puissant soit-il puisse tenir des listes de façon parfaitement officielle sur tout ce qui présente une menace. Est considéré comme une menace par les gentils Zaméricains tout domaine où ils ne seraient pas les meilleurs.

Je trouve également surprenant que les gentils Zaméricains, au lieu d'être coopératifs, s'enfoncent chaque année un peu plus dans une agressivité et un bellicisme de plus en plus flagrant.

Charles SANNAT

Un haut fonctionnaire de l'ONU déclare qu' "on devrait faire tous les efforts possibles" pour dépeupler la planète !!

Blog de la résistance et Résistance71 , 10 avril 2015



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=xFGksEgSwk8

Hé ! Et ce n'est pas la première à faire de telles déclarations ... : pour ceux qui doutent encore de La mentalité profondément eugéniste de l'élite qui est bien implantée et depuis longtemps, écoutez et lisez ce qui suit, c'est édifiant . » moins de monde, moins de pression sur les ressources naturelles », » On devrait faire tous les efforts possibles pour changer ces chiffres » etc .. , tout est dit implicitement . Donné par infowars . Z .

=====

Einstein l'avait bien dit:

E=Mc² où E est l'Eugénisme, M le malthusianisme et c² est le changement climatique (anthropique bien sûr) (cc ou c au carré)

Ce qui nous donne:

Eugénisme = Malthusianisme x changement climatique (anthr.)

CQFD

~ Académie des sciences de Résistance 71 ~

Un haut fonctionnaire de l'ONU déclare qu' "on devrait faire tous les efforts possibles pour dépeupler la planète"

Steve Watson

6 Avril 2015

url de l'article original:

<http://www.infowars.com/video-un-climate-change-official-says-we-should-make-every-effort-to->

[depopulate-the-planet/](#)

~ Traduit de l'anglais par Résistance 71 ~

== =

Les hauts fonctionnaires de l'ONU sont en train de pousser la notion que la population humaine devrait être réduite afin de combattre effectivement le changement climatique.

Cette notion de longue date a été continuellement avancée par Christiana Figueres, la secrétaire exécutive de la convention des nations-unies sur le changement climatique (UNFCCC). En 2013, Figueres a eu une conversation avec le fondateur de *Climate One* Greg Dalton en ce qui concerne le "taux de fécondité dans la population" comme étant un contributeur du changement climatique.

Les commentaires sont faits à la minute 4.20 dans la vidéo ci-dessous:

<http://www.youtube.com/watch?v=xFGksEgSwk8>

"Un problème lié est le taux de fertilité de la population" opina Dalton.

"Beaucoup de gens dans les cercles de l'énergie et de l'environnement ne veulent pas approcher cela parce que c'est politiquement dangereux. Ce n'est pas leur problème." A-t-il ajouté.

"Mais n'est-il pas vrai que stopper l'augmentation de la population serait un des plus gros leviers pour contrôler la montée des gaz à effet de serre ?" a demandé Dalton.

"De manière évidente, moins de personnes exerceraient de pression sur les ressources naturelles", a répondu Figueres, notant aussi que des estimations suggèrent que la population mondiale sera de 9 milliards d'individus en 2050.

Dalton a ensuite questionné le fait de savoir si ce chiffre pourrait être enrayé ou ralenti de quelque manière que ce soit.

"Donc est-ce que 9 milliards est la conclusion définitive ? C'est inscrit, un fait quasiment accompli, n'y a-t-il pas un moyen de changer cela ?" a-t-il demandé à Figueres.

"Il y a une certaine pression dans le système pour aller vers cela ; on peut définitivement changer cela non ? Nous pouvons sûrement changer ce chiffre", a répondu Figueres.

"Nous devrions vraiment faire tous les efforts possibles pour changer ce

chiffre parce que nous sommes déjà aujourd'hui en excédent de ce que la planète peut soutenir", a-t-elle aussi clamé.

“Alors oui,, nous devons faire tout ce qui est possible, mais nous ne pouvons pas tomber dans le raisonnement simpliste de dire qu'en limitant la croissance démographique nous aurons résolu le problème. Ce n'est pas une question de si/ou mais de et/aussi.” A dit la fonctionnaire de l'ONU.

Climate One se décrit lui-même comme un forum pour les affaires publiques qui se fait le défenseur d'action extrême pour combattre le changement climatique. C'est une branche du *Commonwealth Club of California* basé à San Francisco, essentiellement un moulin à parole visité régulièrement par des chefs de gouvernements et des entrepreneurs.

Figueres n'est pas étrangère aux déclarations controversées lorsque cela a trait au changement climatique. La fonctionnaire de l'ONU avait précédemment décrit le but de l'UNFCCC comme “une transformation complète de la structure économique du monde.”

Elle a aussi déclaré répétitivement qu'une dictature communiste de style chinois est bien plus efficace que le système constitutionnel à l'américaine pour combattre “le réchauffement climatique anthropique global”.

Figueres a dit à *Bloomberg News* l'an dernier que le gouvernement chinois (qui continue à mettre en application les avortements légaux, l'infanticide et la stérilisation obligatoire) fait “bien les choses” quand il s'agit du changement climatique, même si la Chine est et de loin le plus gros émetteur de gaz à effets de serre de la planète.

Figueres a noté qu'une division partisane au sein du Congrès américain existe “au détriment” du passage des législations sur le changement climatique, tandis que le parti communiste chinois lui, applique ses politiques par décrets-lois. Le président Obama acquiesce à cela puisqu'il contourne le congrès en permanence pour ordonner ses décrets sur le changement climatique.

Comme Infowars l'a continuellement fait remarquer, ***il y a une erreur fondamentale à associer le changement climatique avec la surpopulation.***

Les populations des pays développés sont en décroissance et seulement dans les pays du tiers monde voit-on le taux de croissance démographique augmenter dramatiquement. L'industrialisation par elle-même équilibre la

croissance démographique et même ces modèles de croissance de population mondiale montrent de manière routinière que la population mondiale va se stabiliser à environ 9 milliards d'individus vers 2050 et commencera à décliner doucement après cela. ***“La population des pays les plus développés restera virtuellement inchangée à 1,2 milliards d'individus jusqu'à 2050”***, explique un rapport de l'ONU. ***Le soutien de l'ONU à une politique de dépopulation est en contraction directe avec ses propres résultats de recherches démographiques.***

Une fois qu'un pays s'industrialise, le taux de fécondité passe à la moyenne de 1,6 enfant par famille, ainsi la population occidentale est en déclin dans le monde (***NdT***: le taux de maintien du statu quo démographique étant de 2,1 enfants par famille). Cette tendance s'est aussi matérialisée dans des pays comme le Japon et la Corée du Sud. L'ONU a dit que la population mondiale allait se maximiser vers 9 milliards puis allait décliner.

De plus, comme mis en évidence par la revue *The Economist*, le taux de fertilité est en chute libre.

Comme les écologistes radicaux poussent à la désindustrialisation du monde devant la soi-disant menace du carbone, ceci va renverser la tendance qui baisse naturellement le nombre d'enfants que nous avons. Si les fanatiques religieux que sont les réchauffistes sont autorisés à mettre en pratique leur politique, la population mondiale va continuer à croître jusqu'à effectivement potentiellement devenir un problème, ceci n'est qu'un autre exemple du comment les hystériques du réchauffement climatique sont en train de causer en fait plus de mal que de bien pour le long terme de l'environnement en empêchant les pays sous-développés de s'industrialiser et ainsi de réduire leur taux de naissance de manière naturelle.

Même si vous vous faites l'avocat du diable et acceptez que les humains causent de fait un réchauffement catastrophique et que nous sommes trop nombreux et si vous pouvez passer outre les connotations eugénistes des politiques de contrôle de populations et de la politique de dépopulation, ces méthodes ne sont fondamentalement pas une solution valide à la menace perçue émanant du changement climatique.

La véritable solution serait d'aider à l'augmentation des standards de vie des nations désespérément pauvres du tiers et quart monde, permettant à ces pays de s'industrialiser et de voir leur chiffre de population se réduire en

conséquence et ce de manière naturelle.

Au lieu de cela, le tiers monde a vu les prix alimentaires doubler à cause des politiques liées au “changement climatique” comme par exemple transformer d’énormes zones agricoles dédiés à l’alimentation en zone de cultures pour le biofuel.

De plus, la législation sur le climat continuellement poussée par le monde développé fait que ces nations prennent moins en charge demandant plus aux pays les plus pauvres et ce malgré le fait que la réduction plus avant de leurs émissions de CO2 handicapera toujours plus leur déjà fragile économie ainsi que leurs peuples vivant sous le seuil de pauvreté (**NdT**: sauf bien sûr leurs leaders mis en place par l’occident, qui pille les ressources de ces nations dans le même temps...)

Des législations précédentes, tel que l’accord de Copenhague, a permis aux peuples des pays développés d’émettre deux fois plus de carbone par tête de pipe (**NdT**: sans mauvais jeu de mot...) que ceux des pays pauvres, qui n’ont pas causé de hausse dans l’émission des gaz dits menaçant notre existence sur cette planète. Les révélations en ce domaine ont mené certains leaders du tiers monde à accuser le monde développé de “*colonialisme climatique*”.

Connecter la politique environnementale aux agendas de dépopulation ouvre la porte à l’eugénisme et il n’est donc pas surprenant que par cette porte se sont engouffrées les hordes de la pourriture élitiste qui ne demande qu’à être en première ligne de la politique d’extermination.

Un exemple est le groupe d’utilité publique du Royaume-Uni *Optimum Population Trust* (OPT), qui a lancé précédemment des initiatives appelant les membres riches et puissants des pays riches de participer à la réduction du carbone en finançant des programmes de réduction de la population des nations en voie de développement. (**NdT**: comme par exemple le financement des programmes de vaccination de l’ONU par la fondation eugéniste Bill & Melinda Gates qui des dres même de “Bill la main froide”, “pourrait aider à réduire la population mondiale de 10 à 15% si on fait bien le boulot...” Brrrr... et c’est en marche.)

En 2007, le groupe a aussi publié un rapport annonçant que les enfants sont “mauvais pour la planète” et “qu’avoir de grande famille devrait-être vilipendé et dénoncé comme mauvaise conduite environnementale de la

même façon que de prendre l'avion souvent, de conduire de grosses voitures et de ne pas réutiliser les sachets en plastique.”

Les mêmes dires ont été réitérés encore et encore par les groupes et les écologistes ainsi que par les scientifiques les plus influents du gouvernement américain.

Bien que vous puissiez penser que les idées de stérilisation et de dépopulation ne pourraient pas être acceptées par le public, ces concepts sont maintenant soutenus et popularisés comme étant la façon de propulser l'humanité vers l'avant.

La direction du panel sur le changement climatique de l'ONU fournit une plate-forme et pousse dans certains cas pour une politique appliquée par une dictature qui traque les mères enceintes de leur second enfant, les font enlever dans la rue, les emmènent dans des hôpitaux contrôlés par le gouvernement où elles sont droguées et leur enfant tué, le tout au nom de sauver la planète.

La bulle de bien-être futur

Posté le 10 avril 2015 par Bruno Colmant

La question est de savoir quel est l'actif qui fait l'objet d'une bulle au travers de la dette publique. La réponse est simple : notre bien-être. Aux dépens de la prospérité des générations futures.

Nous avons emprunté le confort financier de nos descendants. Le coût de cet emprunt de prospérité n'était que flou et lointain. Il devient aujourd'hui dangereusement circonscrit. Dans cette perspective, la crise a rapproché la confrontation avec l'avenir d'une génération.

Nous serons donc immanquablement les victimes des retombées de l'endettement public excessif. Nous devons subir un probable appauvrissement collectif dont la véritable question sera l'allocation entre les classes sociales et les générations. La difficulté politique de ce phénomène est qu'il faudra assortir la sortie de crise de mesures qui assurent la justice et la cohésion sociale.

Au reste, la plupart des économistes belges et étrangers partagent le même constat : la crise est loin d'être terminée. D'une ampleur exceptionnelle, elle

devrait faire sentir l'amplitude de son cycle et la violence de ses effets sociaux endéans les trois prochaines années, au moment où le niveau du surendettement public sera internalisé dans la perception du bien-être futur.

Selon la majorité des économistes, il semble presque inévitable que certains pays auront à restructurer leur endettement public. En d'autres termes, les détenteurs de la dette publique de certains pays devront peut-être participer, un abandon ou une dilution de créance, au financement de certains modèles sociaux qui n'auront pas été réformés à temps.

Mais, pour les pays qui y seront confrontés, la restructuration d'un endettement public ne sera pas un acte exclusivement technique : elle relèvera du débat politique puisqu'une reformulation de dette se place mécaniquement dans les termes de la rigueur imposée à une économie.

Les points cardinaux d'une restructuration d'endettement sont donc de savoir quelles générations subissent l'appauvrissement fiscal, dans quelle proportion les facteurs de production sont affectés (le travail et le capital), quelle est la nature de la charge financière imposée à l'intérieur ou à l'extérieur du pays et surtout quel est l'étalement temporel de l'ajustement imposé aux créanciers ?

Cette dernière question est fondamentale : un étalement de dette repousse son remboursement sur des générations ultérieures tandis qu'un défaut instantané (ou un moratoire) exige l'absorption d'un appauvrissement par des créanciers existants, raison pour laquelle il importe de conserver l'équité dans les termes d'un contrat de loyauté entre les créanciers et les débiteurs.

Une restructuration de dette s'exprime donc exactement dans les mêmes termes que toute problématique fiscale. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant : l'endettement public n'est rien d'autre qu'une forme d'avance sur des recettes d'impôts.

La Belgique ressortira-t-elle aux pays qui devront traverser ces cauchemars financiers ? La réponse est négative, à la seule condition que l'équation fiscale et sociale du Royaume soit reformulée dans le sens d'une diminution du report de la charge de la dette aux générations suivantes sans augmentation des taxes sur le travail, puisque celles-ci pénaliseraient la compétitivité et la croissance du pays.

La Fed de New York confirme le nouveau délai sur les taux et fait monter WallStreet

Par Bruno Bertez 9 avril 2015 Le Blog à Lupus

William Dudley, Président de la Fed de New York est très proche de Yellen. C'est, lui aussi, une super colombe. Il vient de s'exprimer dans le New Jersey et il confirme exactement ce que nous pensons : la Fed va retarder son calendrier de hausse des taux.

Lundi, alors que les marchés européens étaient fermés, Wall Street a salué les chiffres décevants de l'emploi par une hausse de 0,66%. Un marché de l'emploi plus mou que prévu, des statistiques qui pointent vers une croissance faible sinon nulle au premier trimestre, voilà qui rassure les investisseurs, la hausse des taux n'est pas pour demain. On reste dans le schéma bien connu, les mauvaises nouvelles sont bonnes pour le marché.

Selon Dudley, la conjoncture est redevenue plus incertaine et il faudra attendre pour voir si le passage à vide actuel n'indique pas que l'on va vers un ralentissement plus substantiel.

Les causes du passage à vide selon Dudley sont :

- -la chute des prix du pétrole et son incidence sur l'activité pétrolière.
- -la hausse de 15% du dollar depuis la mi-2014, elle pèse sur le commerce extérieur.
- -la météo de Janvier et Fevrier.

Dudley évalue l'incidence négative de la hausse du dollar à 0,6 point de GDP.

Selon lui la performance économique de ce cycle est décevante malgré les profits records et une politique monétaire très accommodante. Les investissements fixes des entreprises ont été médiocres.

Le chômage devrait cependant se rapprocher des 5% en fin d'année, ce qui est le niveau auquel une certaine tension sur les salaires devrait se manifester. Déjà, selon lui, on voit quelques frémissements dans ce sens. Ceci devrait soutenir les revenus même si la croissance quantitative de l'emploi ralentit. Tout ceci explique que, à ce stade, le passage à vide est considéré comme temporaire.

L'inflation reste trop faible avec une PCE de 0,3% sur 12 mois en Fevrier ; le « core » lui est de 1,4% ; l'inflation devrait se raffermir fin 2015 en raison de la stabilisation des prix du pétrole.

Voici le plus important selon nous :

« La hausse des taux ne signifiera pas que la politique monétaire sera resserrée, elle passera de très accommodant à légèrement moins accommodante »

Et surtout :

« Ce sera un signal positif qu'il faudra célébrer car il indiquera que l'on a progressé dans la restauration de la santé de l'économie. »

Célébrer, cela veut dire qu'il faudra que la Bourse monte. N'oubliez pas.

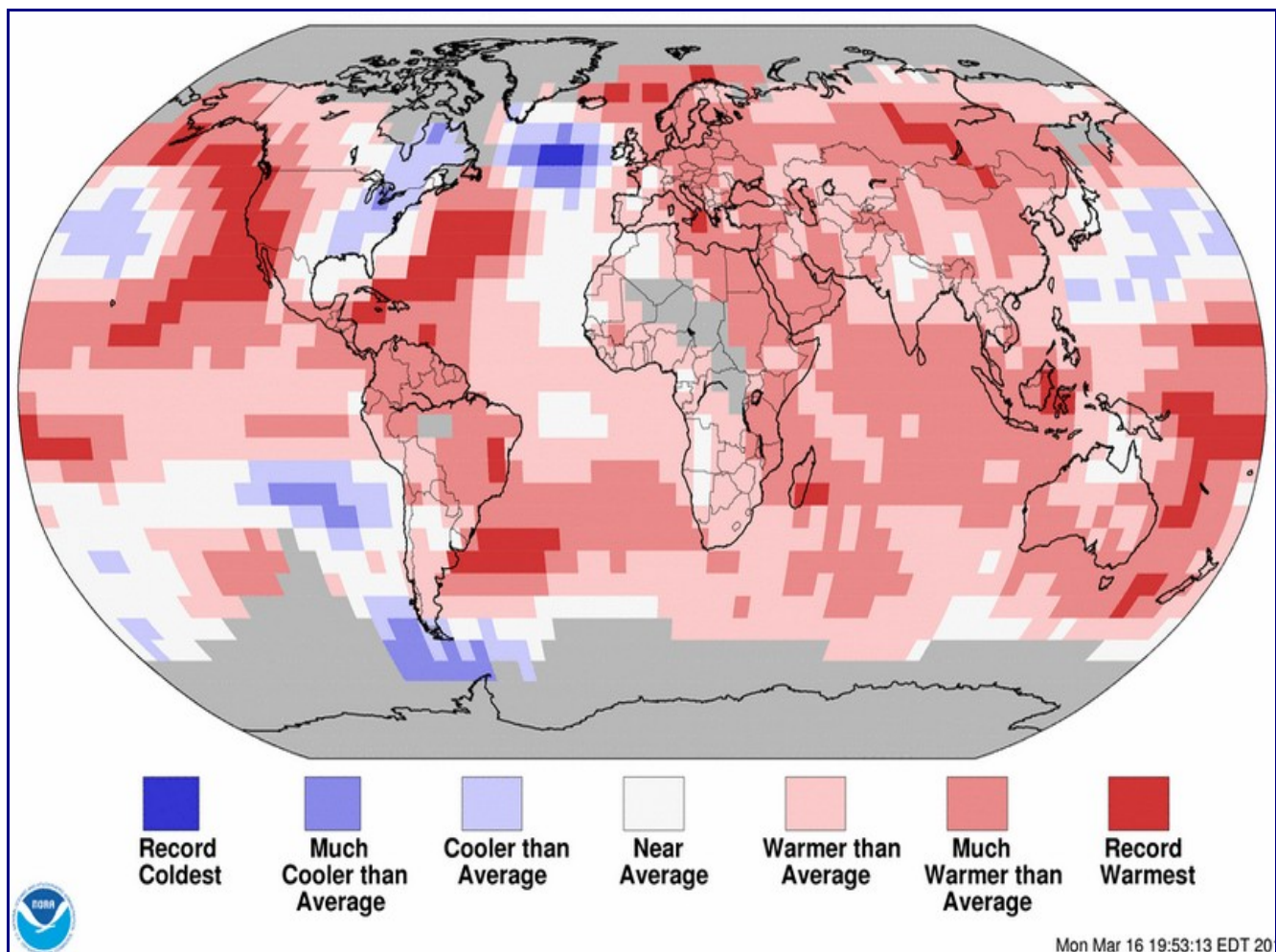
C'est une obsession de Dudley, il veut que la Bourse monte sur la hausse des taux, il l'a déjà dit le 2 Décembre.

2014-2015: l'hiver le plus chaud sur Terre...

Publié le 19 mars 2015 Dr Pétrole et Mr Carbone Blog de SortirDuPetrole.com

La période décembre–janvier–février 2014-2015 a été pour la planète la plus chaude enregistrée depuis plus d'un siècle selon le centre de données de l'agence américaine NOAA. Malgré le froid ayant sévi à l'est du continent nord-américain, la température moyenne constatée à la surface des continents de l'hémisphère nord, a dépassé la moyenne du 20ème siècle de 1,73°C.

Si le « vortex polaire » a encore cette année glacé le Québec et le nord-est des Etats-Unis, avec d'importantes précipitations sous forme de neige, la période décembre-janvier-février 2014-2015 a bien été au niveau planétaire la plus chaude jamais enregistrée, avec un mois de décembre qui a battu le record des mois de décembre, et des mois de janvier et de février qui ont tous les deux été les deuxièmes plus chauds de leurs catégories, selon le National Climatic Data Center (NCDC) de l'agence américaine National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA). Pendant ces trois mois, la température moyenne globale à la surface de la Terre a dépassé de 0,79°C la moyenne du 20ème siècle (12,1°C). Battu de 0,04°C, le précédent record décembre-janvier-février avait été établi en 2006-2007.



Le froid rencontré à l'est du continent nord-américain a été largement compensé par des records de chaleur dans l'Atlantique Ouest ainsi que de part et d'autre de la côte pacifique américaine. Doc. NOAA

Des températures qui dépassent la moyenne de plus de 5°C dans une partie de la Sibérie centrale

Il a fait particulièrement chaud à la surface des continents avec en moyenne autour du globe +1,46°C par rapport à la moyenne de 8,1°C du 20ème siècle. Tandis que l'hémisphère sud a vécu son 4ème été le plus chaud, l'hémisphère nord a lui connu son hiver le plus chaud depuis que l'on effectue ce type de statistiques (1880), avec sur les terres une température moyenne dépassant de 1,73°C la norme !

Le froid rencontré à l'est du continent nord-américain a donc été plus que compensé par des records de chaleur dans l'Atlantique Ouest, du Nord jusqu'au Antilles, ainsi que de part et d'autre de la côte pacifique américaine, de l'Alaska au Mexique. De leur côté, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie ont connu une température moyenne plus chaude que la moyenne du siècle

dernier sur quasiment la totalité de leur superficie (1), avec également quelques records, par exemples dans certains secteurs de la Mer de Norvège, de Mongolie ou encore de Sibérie. L'agence NOAA note qu'on a relevé dans un partie de la Sibérie centrale des températures dépassant la moyenne de plus de 5°C ! En Allemagne, l'hiver a été plus chaud de 1,6°C que la moyenne 1961-1990.

2015 a connu la période janvier-février la plus chaude enregistrée... +1,81°C à la surface des terres de l'hémisphère nord

Dans l'hémisphère sud, la température à la surface des continents n'a été "que" la 9ème plus chaude, avec quand même 0,77°C par rapport à la moyenne.

A la surface des océans, et alors qu'un phénomène [El Nino s'est officiellement formé en février](#), la température moyenne a été de 0,54°C supérieure à la moyenne du 20ème siècle (16°C), soit la troisième période décembre-janvier-février la plus chaude enregistrée. Dans l'hémisphère nord, la surface des océans a connu son hiver le chaud (+0,60°C par rapport à la moyenne) tandis que la surface des océans de l'hémisphère sud a enregistré son 4ème été le plus chaud.

Enfin, même s'ils ne sont "que" 2èmes de leurs catégories, les deux premiers mois de cette année 2015 forment la période janvier-février la plus chaude enregistrée, avec +0,79°C par rapport à la moyenne du 20ème siècle: + 0,52°C à la surface des océans et +1,53°C à la surface des continents, avec +1,81°C à la surface des continents de l'hémisphère nord.

(1) Quelques exceptions existent sur des parties de la France, de l'Espagne, du Royaume-Uni, de l'Inde ou encore du Japon.

'La planète banques centrales':

Pour la première fois de l'histoire, un pays émet un emprunt à 10 ans avec un taux d'intérêt négatif

par Audrey Duperron · 09 avr. 2015 Express.be

Pour la première fois de l'histoire, [un pays vient de lancer un emprunt à 10 ans avec un taux d'intérêt négatif](#), rapporte le Wall Street Journal. Le gouvernement suisse vient en effet d'émettre un emprunt obligataire de 377,9 millions de francs suisses d'obligations à échéance 2025 et 2049, et sur la tranche à 10 ans, le taux d'intérêt offert est de -0,055%. Les investisseurs

devront donc payer pour prêter de l'argent à long terme à la Suisse...

Sur le marché secondaire des obligations, les taux d'intérêt pour les obligations suisses comportant des maturités de 11 ans au plus étaient déjà négatifs.

En janvier, [la Banque Nationale Suisse avait annoncé brutalement la fin du cours plancher de l'euro par rapport au franc qui avait été mis en place en septembre 2011](#). Dans la foulée, elle avait également annoncé qu'elle allait abaisser son taux d'intérêt (négatif) pour le porter à -0,75%. Les obligations suisses sont susceptibles de rester intéressantes pour les investisseurs tant que leur taux ne descend pas au dessous de ce niveau, note le Wall Street Journal.

« La combinaison des craintes de déflation et de l'action agressive des banques centrales a poussé les investisseurs à accepter la réalité des obligations à taux d'intérêt négatif », commente Jeffrey Sica, CIO de la société d'investissement américaine Circle Squared Alternative Investments.

D'autres pays devraient rapidement suivre l'exemple de la Suisse, observe Marc Fiorentino de MonFinancier.com. En outre, ces taux d'intérêts négatifs ont pour effet d'inciter les investisseurs à rechercher des placements de substitution plus rémunérateurs, ce qui explique pour partie l'engouement actuel pour les actions, et la hausse des cours que l'on observe. Ils se répercutent aussi sur le crédit des entreprises et des particuliers. L'une des conséquences les plus visibles est la faiblesse des taux d'intérêt sur les emprunts hypothécaires.

« Les banques scandinaves commencent à charger un intérêt négatif pour les dépôts des particuliers et des entreprises. [Au Danemark, un particulier a même fait la une des journaux car il a obtenu un crédit à 3 ans à -0.0172%](#) », écrit Fiorentino.

Mais il souligne que cette situation est tout à fait exceptionnelle : « A force de parler des taux bas ou négatifs tous les jours ou presque, on s'y habitue presque et on ne se rend pas compte à quel point nous vivons une situation historique pour ne pas dire aberrante. Il faut payer pour placer son argent et l'on gagne de l'argent en empruntant. Nous sommes en territoire totalement inconnu. Bienvenue sur la planète banques centrales. »

Syriza, Podemos... Restructuration ou annulation de la dette illégitime ?

Par Jérôme Duval et Maud Bailly Mondialisation.ca, 10 avril 2015

Ce samedi 28 mars 2015, au Forum social mondial de Tunis, le CADTM organisait un atelier intitulé « Syriza, Podemos... Restructuration ou annulation de la dette illégitime ? » et qui comptait sur la participation d'Éric Toussaint, porte parole du CADTM international, ainsi que des eurodéputés Miguel Urban Crespo de Podemos en Espagne, Marie-Christine Vergiat du Front de Gauche en France et Helmut Scholz de Die Linke en Allemagne.

Éric Toussaint : Restructurations de dette : de l'Allemagne de 1953 à la Grèce d'aujourd'hui

Des restructurations au bénéfices des créanciers...

Eric Toussaint a avant tout précisé la signification de la restructuration de dette à travers différents exemples historiques. Entre 1950 et 2010, se sont succédées pas moins de 600 restructurations de dettes publiques. Seules quelques unes ont été favorables aux pays endettés et cela s'est produit à chaque fois dans des circonstances exceptionnelles.

... contrairement à l'accord de Londres de 1953, favorable à l'Allemagne de l'Ouest

Afin d'illustrer ces rares cas, Eric Toussaint a mentionné l'exemple de l'Allemagne occidentale à la sortie de la seconde guerre mondiale. L'accord historique sur la dette allemande signé à Londres en 1953 a permis aux vainqueurs de la guerre d'octroyer une réduction drastique de la dette de plus de 60 % et d'accorder dans l'immédiat un moratoire de 5 ans. Qui plus est, n'ont pas été prises en considération les dettes qui auraient dû être réclamées à l'Allemagne en guise de réparation pour les crimes de guerre nazis, notamment lors de l'occupation de la Grèce. Cet accord comportait des clauses très favorables à la RFA : la possibilité de suspendre les paiements pour en renégocier les conditions si nécessaire ; un service de la dette qui devait rester inférieur à 5 % des revenus tirés des exportations ; des taux d'intérêts inférieurs à 5 % ; la possibilité de rembourser dans sa monnaie nationale (le deutschemark, alors que celui-ci n'avait alors quasiment aucune valeur sur le plan international) ; l'engagement des créanciers à acheter des

produits allemands ; une compétence des tribunaux allemands en cas de litige... L'ensemble de ces conditions favorables ont permis de relancer économiquement l'Allemagne de l'Ouest face à l'Union soviétique et ses alliés, dans un contexte de guerre froide.

En somme, hormis les quelques rares cas de restructurations qui ont été favorables aux débiteurs parce que les créanciers y voyaient un intérêt géostratégique, tous les autres processus de restructuration ont simplement servi à rétablir la solvabilité d'un pays débiteur en rendant la dette soutenable pour s'assurer qu'il continue à payer. La charge de la dette a le plus souvent été réduite par un rééchelonnement de l'échéancier (rallongement dans le calendrier des remboursements du capital à effectuer). Il n'y a donc aucune remise en question de l'illégitimité de la dette. D'ailleurs, le Club de Paris (qui regroupe les riches pays créanciers) s'en est fait une spécialité pour traiter les dettes bilatérales des pays endettés.

Espoirs en Grèce ? Mesures anti-austéritaires et audit de la dette

[En Grèce](#), déjà avant la victoire historique de Syriza dans les urnes le 20 janvier dernier, le parti de gauche « radicale » affichait clairement sa volonté de résoudre le problème du surendettement. Il proclamait vouloir restructurer la dette, aboutir à une réduction radicale de son montant (d'environ 60 %) dans le cadre d'une grande conférence internationale sur le modèle de l'accord de Londres de 1953 et de mettre en place un audit permettant d'en identifier les parts illégitimes et illégales. Une fois parvenu au pouvoir, Syriza a mis l'accent sur l'arrêt des politiques d'austérité et l'annonce d'une série de mesures sociales emblématiques : rétablissement de l'électricité pour 300 000 foyers pauvres qui en avaient été privés, fermeture des centres de détention pour « sans-papiers », octroi de la nationalité grecque aux immigrants de deuxième génération, relèvement du salaire minimum, réembauche des fonctionnaires licenciés, suppression des taxes foncières particulièrement pénalisantes pour les couches moyennes et populaires, relèvement du seuil de non-imposition... Or, l'accord du 20 février entre la Grèce et ses créanciers multilatéraux stipule que la Grèce respectera scrupuleusement le calendrier des remboursements, ce qui risque de compromettre à court terme la poursuite du programme social de Syriza.

Lors d'une conférence de presse le 17 mars 2015, la présidente du Parlement grec, Zoé Konstantopoulou, a annoncé la constitution d'une Commission

d'audit de la dette publique grecque. Cette commission, coordonnée sur le plan scientifique par Éric Toussaint, n'est pas un simple exercice comptable, mais elle a pour but d'identifier les dettes illégitimes, odieuses, illégales et/ou insoutenables qu'il s'agit de répudier, sur base d'arguments solides et juridiques. La décision politique appartiendra quant à elle au gouvernement grec. Les travaux de cette commission vont donc interpeller la Commission européenne et autres créanciers, ainsi que ceux qui ont profité en Grèce des politiques de la Troika et de la restructuration effectuée en 2012. L'enjeu est de taille, non seulement pour la Grèce, mais également pour tous les peuples qui souffrent des politiques d'austérité au nom d'un endettement excessif.

Miguel Urban : restructuration ou annulation de la dette espagnole ? Sujet d'un vif débat au sein de Podemos

[En Espagne](#), la question de la dette a soulevé un débat intense au sein de Podemos. La dette publique espagnole qui était de 35 % du PIB avant la crise, atteint désormais les 100 % du PIB. Cette explosion est en grande partie due à la socialisation des dettes privées, résultant principalement des sauvetages des banques et autres grandes infrastructures comme les autoroutes privées. Rien que pour les intérêts de la dette, l'État a dû rembourser 35 milliards d'euros en 2014 ; 25 % de la dette publique espagnole est détenue par les banques. La dette est ici comme ailleurs un outil de contrôle qui compromet la souveraineté populaire.

La question du non paiement de la dette ne fait pas encore l'objet d'un véritable débat de société. Deux initiatives en ce sens méritent néanmoins d'être signalées : la rencontre des partis de gauche du pourtour de la Méditerranée à l'occasion du Forum social mondial de 2013 à Tunis, en vue de se coordonner en faveur du non paiement de la dette. Par ailleurs, en Espagne, le débat se poursuit au sein de la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette (PACD).

Dans le Manifeste de création de Podemos, la suspension de paiement de la dette, l'audit citoyen et le revenu universel sont avancés comme mesures phares. Celles-ci ont ensuite été reprises lors de la campagne pour les élections européennes dans le programme politique élaboré de manière participative avec près de 15 000 militants. Après le succès électoral de Podemos aux élections européenne du 25 mai 2014, où ils remportent 5

sièges au Parlement européen avec près de 8 % des suffrages exprimés (plus de 1 200 000 votes), les médias lisent le programme de Podemos. La question de la dette est un thème central et prioritaire : lors de son Congrès, une motion parmi les 5 adoptées sur un total de 250 porte sur la dette et sa restructuration.

Depuis octobre, le futur programme politique de Podemos pour les élections régionales en mai et générales à la fin de l'année 2015, est en discussion. Selon Miguel Urban, il existe le risque que le débat entre « restructuration » et « non paiement unilatéral » se cantonne à un débat d'experts entre économistes. Il s'agit là d'un défi : les citoyens et les mouvements sociaux doivent s'emparer de cette question cruciale.

Malgré des positions différentes, il existe des lignes convergentes quant aux conditions nécessaires pour accompagner ce processus de gestion de la dette, qu'il s'agisse de restructuration ou d'annulation : la mise en place d'un audit citoyen de la dette et une coordination avec les pays du sud de l'Europe, accompagnés d'une mobilisation sociale pour soutenir les mesures prises, de souveraineté et de transparence démocratique. Ces facteurs permettront de renforcer notre positionnement, que ce soit dans des négociations ou des actes unilatéraux.

Miguel Urban affiche sa position : c'est toutefois la suspension unilatérale de paiement de la dette qui sera un levier décisif pour faire basculer le rapport de force avec les créanciers – à l'instar de ce qu'a réalisé le gouvernement argentin en 2001, sous la pression populaire. La question de la dette est une question politique, de justice, de démocratie et de souveraineté populaire. Ce débat se poursuivra donc certainement même après l'adoption du programme politique de Podemos. Ce dernier, ainsi que les mouvements sociaux, ont une responsabilité fondamentale pour le transformer en débat populaire, tant l'enjeu de l'issue à donner sur cette question est important, non seulement pour l'Espagne et la Grèce, mais pour tous les peuples d'Europe et d'ailleurs.

Helmut Scholz :

« There is alternatives » : déconstruire les mentalités et repenser l'Union européenne

En Europe et ailleurs, constate l'eurodéputé allemand Helmut Scholz, les

politiques austéritaires prescrites par la Troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne et Fonds monétaire international) sont non seulement injustes – en ce qu’elles portent atteinte aux droits économiques et sociaux –, mais elles se sont également révélées inefficaces en termes de réduction de la dette publique puisqu’elles tendent bien au contraire à la creuser. Face à ce double échec, force est aujourd’hui de convenir qu’il est totalement aberrant de poursuivre sur la voie de l’austérité, même si c’est le choix des élites en Europe et dans le monde. Il revient à la gauche de proposer des alternatives qui fonctionnent. Dans cette perspective, il s’agit au préalable de déconstruire deux axiomes de notre mentalité européenne en matière de dette. Premièrement, l’idée qu’une dette serait mauvaise par nature ; or, le problème n’est pas tant les dépenses, sinon d’envisager d’où viendront les recettes. Deuxièmement, le célèbre « TINA » : cette conviction qu’« il n’y a pas d’alternatives » (There is no alternatives) qui a détruit toute capacité d’agir au niveau d’un Etat démocratique. Dans le débat sur la dette grecque au sein de la société allemande, nombreux sont les citoyens qui sont aujourd’hui convaincus de l’analyse critique des faits, mais ils n’ont néanmoins pas confiance dans les solutions et les alternatives proposées.

Quelles sont donc les pistes d’alternatives en matière de gestion de la dette publique ? Helmut Scholz suggère de s’inspirer des travaux de Giannis Milios, conseiller de Syriza, qui propose une suspension de paiement des intérêts et du capital de la dette durant cinq ans afin de consacrer cette part, la plus importante du budget de l’Etat grec, à des mesures anti-austéritaires pour faire face à la crise humanitaire. L’eurodéputé allemand rejoint également les deux conférenciers précédents dans l’importance qu’il accorde à la mise en place un audit citoyen de la dette en Grèce. Le pays ne peut pas non plus se soustraire à la question épineuse de son maintien ou non au sein de l’Eurozone, en même temps qu’il se doit d’articuler les réponses face à la crise à l’échelle européenne. En effet, au-delà du simple cas de la Grèce, la réflexion doit être menée sur le plan européen : Comment repenser nos traités européens sur base de la crise d’aujourd’hui, afin d’apporter des solutions de sortie et d’éviter que de telles crises ne se reproduisent à l’avenir ? Quel devrait être le rôle de la Banque centrale européenne ? Quel processus d’intégration européenne souhaitons-nous ? En somme, de quel Europe voulons-nous ?

Marie-Christine Vergiat :

La dette tunisienne et l'impératif d'un audit des créances européennes

Au-delà de la problématique des dettes publiques des pays européens, il y a la question des créances européennes sur les pays dits du Sud. Penchons-nous donc avec Marie-Christine Vergiat sur le pays qui héberge le Forum social mondial 2015 : la Tunisie. L'eurodéputée française du Front de gauche est un des fers de lance de l'appel de parlementaires européens et nationaux en mars 2011 qui, conjointement avec le CADTM, ont exigé la suspension immédiate du remboursement des créances européennes sur la Tunisie (avec gel des intérêts) et la réalisation d'un audit de ces mêmes créances. Cette initiative est née au lendemain de la révolution tunisienne, alors que le dictateur Ben Ali venait d'être chassé du pouvoir, et que l'urgence pour le pays revenait à mobiliser ses ressources financières pour faire face aux priorités sociales et pour mettre en place une transition démocratique. Et non pour payer une dette largement illégitime. L'origine de la dette tunisienne puise ses racines dans la colonisation : une dette dite coloniale fut léguée au pays au lendemain de son indépendance en 1956. Et aujourd'hui, la dette est utilisée comme instrument de néo-colonisation économique du pays. Qui plus est, une grande part de cette dette peut être qualifiée d'odieuse au sens du droit international, puisqu'elle a profité au « clan Ben Ali » et non au peuple tunisien, sous couvert d'une corruption galopante.

Si Marie-Christine Vergiat envisage la solution pragmatique d'une reconversion de la dette tunisienne afin de soulager le pays, le CADTM met en garde contre la conséquence d'une telle mesure en termes d'effacement d'une partie de l'ancienne dette sans prendre en compte la question de son illégitimité. En outre, avertit Maria Elena Saludas d'ATTAC-CADTM Argentine, il ne faut pas reproduire l'erreur de l'Argentine aujourd'hui victime des fonds vautours et qui, dans le cadre des restructurations de dette en 2005 et 2010, a concédé que soit insérée une clause qui octroie à la juridiction étatsunienne la compétence en cas de litige.

La question tunisienne, conclut l'eurodéputée française, est fondamentale pour les peuples du Maghreb, à l'instar de la question grecque pour les peuples d'Europe. Mais bien sûr, nous rappelle un étudiant tunisien, au-delà de la Tunisie ou de la Grèce, c'est bien un même « système dette » qui étrangle les peuples, et qui constitue un puissant mécanisme de transfert des

richesses et un outil de domination politique au profit d'une minorité. Face à ce « système dette », scande Éric Toussaint, il s'agit de poser des actes souverains unilatéraux qui s'appuient sur le droit international et la défense des droits humains : suspension de paiement de la dette, contrôle des mouvements des capitaux et des banques, audit citoyen, annulation de la part illégitime de la dette et « restructuration » de la part restante. Face à l'injustice, la désobéissance est une obligation.

Le Venezuela tente d'éviter le défaut de paiement

Michel de Grandi / Journaliste, service international | Le 07/04, LesEchos.fr

Caracas suspend son programme PetroCaribe, dont le coût, sur dix ans, avoisine 50 milliards de dollars.

Menacé de défaut de paiement depuis plusieurs semaines, le Venezuela a décidé d'en finir avec les livraisons de pétrole bon marché qu'il consentait à divers pays de la région. Hugo Chavez, président de la République, avait officialisé les ventes d'or noir subventionné aux pays de la zone Caraïbe à partir de 2005 dans une alliance, PetroCaribe. Un ensemble d'Etats comme la Jamaïque, le Nicaragua et bien entendu Cuba, pouvaient alors profiter du pétrole vénézuélien bon marché. L'ancien homme fort de Caracas a même utilisé ce levier comme une arme politique. En 2009, Chavez a suspendu l'envoi de pétrole vers le Honduras afin de faire pression pour que Manuel Zelaya retrouve son poste de président dont il avait été évincé par la force. Ce qui était possible du temps de Chavez ne l'est plus aujourd'hui. Le coût de ce programme, selon les calculs de Barclays, a atteint 50 milliards de dollars sur dix ans !

En suspendant PetroCaribe, Caracas élargit son volant d'économies et s'éloigne du défaut de paiement. Mais il doit encore trouver 22,6 milliards de dollars cette année pour boucler son budget. Jusque-là, son besoin de financement était estimé à 33 milliards de dollars. En janvier, la République dominicaine a accepté de rembourser à son voisin exportateur de pétrole quelque 1,9 milliard de dollars dus sur un total de 4,1 milliards de dollars au titre des livraisons de pétrole. La Jamaïque serait à son tour en négociations avec Caracas pour rembourser son dû. Si, aujourd'hui, le Venezuela parvient à éviter le couperet du défaut de paiement, il n'est pas pour autant tiré d'affaire.

Les membres de PetroCaribe



Le Venezuela tente d'éviter le défaut de paiement

La chute des prix du pétrole subie de plein fouet

Dépendant à 95 % de ses exportations de pétrole, Caracas subit de plein fouet la chute du prix du baril qui, depuis juin, a perdu 53 %, à 46 dollars le baril. Le pays demeure particulièrement vulnérable avec des réserves de change limitées à 20,8 milliards de dollars. Après avoir gagé récemment une partie de ses réserves en or, Caracas doit honorer au cours des douze prochains

mois le paiement d'obligations d'Etat pour un montant de 4,84 milliards de dollars. Il doit en outre rembourser quelque 7,4 milliards de dollars à Pékin. [Les Chinois sont devenus les principaux créanciers de Caracas](#) , avec notamment un prêt de 42 milliards de dollars, destiné à être remboursé en pétrole. Seulement, les livraisons vénézuéliennes ont été suspendues en octobre de l'an dernier, et les autorités chinoises ont, depuis, fermé leur robinet d'aide.

Pour bon nombre d'experts, le Venezuela reste engagé aujourd'hui dans une course contre la montre sans que personne ne sache comment il honorera ses échéances de 2016, tant ses caisses sont vides

[L'Angleterre s'enflamme pour un puits de pétrole](#)

[Vincent Collen](#) / Correspondant à Londres | Le 10/04 LesEchos.fr

[Comme partout dans le monde (on a vu cela au Québec avec l'île d'Anticosti et ses 60 milliards de barils possible) les compagnies pétrolières annonce des chiffres potentiels mirobolants (comme 100 milliards de baril en Angleterre ou le 1 milliard à Anticosti qui ne sera, finalement, pas extrait du tout) soit 1 ou 2 semaines de consommation mondiale. Du pétrole, ce n'est pas facile à exploiter.]

Une petite société d'exploration annonce la découverte d'une réserve d'or noir potentiellement énorme.

L'Arabie saoudite au bord de la Manche ? Une toute petite société d'exploration britannique a fait beaucoup de bruit jeudi en annonçant une découverte potentiellement énorme dans le sous-sol anglais. Après avoir foré un puits près de l'aéroport de Gatwick, à une quarantaine de kilomètres au sud de Londres, UK Oil & Gas Investments (UKOG) estime que le bassin de Weald recèlerait 158 millions de barils de pétrole par mille carré. Interrogé par la BBC, le président de UKOG, David Lenigas, a commenté ces résultats en assurant que le bassin en question pourrait contenir « *plusieurs milliards de barils* », peut-être jusqu'à 100 milliards. C'est-à-dire deux fois plus que tout le pétrole extrait de la mer du Nord depuis cinquante ans ! Le bassin serait du même acabit que celui de Bakken au nord-ouest des Etats-Unis ou encore celui de Bazhenov en Sibérie, assure le communiqué. Entre 3 % et

15 % de cette manne pourrait être exploitée pour la production, a poursuivi le président.

Comment personne ne s'était-il rendu compte plus tôt de la richesse du sous-sol anglais ? UKOG explique qu'il a foré le puits « *le plus profond depuis trente ans* » dans ce bassin, utilisant des techniques « *qui n'existaient pas dans les années 1980* ». La société souligne tout de même que ses estimations « *ne doivent pas être considérées comme des ressources ou des réserves éventuelles ou potentielles* ».

Les experts sont prudents

Après ces déclarations fracassantes, les investisseurs se sont rués sur l'action UKOG, cotée sur le marché non réglementé AIM à Londres. Le titre a bondi de plus de 300 % en séance jeudi, avant de terminer la journée en hausse de 169,23 %. Les experts ont pourtant fait part d'une grande prudence. « *De nombreux sites dans le sud de l'Angleterre produisent du pétrole depuis des années*, a rappelé Ken Cronin, directeur de UKOOG, l'organisme qui regroupe les producteurs britanniques. *Ces premiers résultats laissent espérer une très grande quantité de pétrole.* » Mais il a tout de suite précisé que « *des évaluations supplémentaires seraient nécessaires pour tester ce qui serait récupérable économiquement et techniquement* ».

« *Il faut rester extrêmement prudent face à ce type de déclaration. Il est impossible d'annoncer une découverte d'un milliard de barils récupérables sur la base des résultats d'un seul puits foré* », estime de son côté Eric Oudenot, du Boston Consulting Group. Ce consultant souligne qu'il n'existe que quelques champs dans le monde offrant un tel potentiel, principalement au Moyen-Orient, aux Etats-Unis ou en Russie : « *De telles découvertes n'arrivent que tous les quinze ou vingt ans !* »

Des règles pertinentes pour le combat

Par Pierre Templar 10 avril 2015 , <http://survivreauchaos.blogspot.fr>

Voici quelques règles au combat glanées sur Internet, qui passent pour être celles des Marines américains. Je les ai trouvées pertinentes, voire amusantes, et donc réaménagées pour la circonstance.



Les premières concernent les "Règles de Combat pour les temps de chaos" ;

Les secondes, ce que l'on pourrait appeler "les Règles d'Engagement pour les temps de chaos".

Malgré une ironie apparente, ces règles sont beaucoup plus sensées qu'il n'y paraît, et donc largement applicables.

Histoire de se détendre un peu...

Les Règles de combat pour les temps de chaos

- Vous n'êtes pas Superman
- Les tirs de suppression ne "suppriment" pas.
- Si c'est stupide mais que ça fonctionne, alors ce n'est pas stupide.
- Ne soyez pas visible, ça attire les balles.
- En cas de doute, videz votre chargeur.
- Ne partagez jamais une tranchée avec quelqu'un de plus brave que vous.
- N'oubliez jamais que votre arme a été faite par le dernier intéressé.
- Si votre attaque se déroule vraiment comme prévu, c'est qu'il s'agit d'une embuscade.
- Aucun plan ne résiste au premier accrochage.

- Toutes les mèches retard de 5 secondes, brûleront en 3 secondes.
- Essayez d'avoir l'air sans importance, au cas où ceux d'en face se trouvent courts sur les munitions.
- La diversion de l'ennemi que vous considérez sans importance est en fait son attaque principale.
- Les choses importantes sont toujours simples.
- Les choses simples sont toujours difficiles.
- Le chemin le plus facile est toujours piégé.
- Si vous êtes à court de tout sauf d'ennemis, c'est que vous êtes en plein combat.
- Lorsque vous avez sécurisé un périmètre, n'oubliez pas de le faire savoir à ceux d'en face.
- Comme les voitures venant de la droite, les tirs ennemis ont toujours la priorité.
- Aucune équipe prête pour le combat n'a jamais réussi les tests d'inspection.
- Si l'ennemi est à portée de tir, vous l'êtes aussi.
- Calcul des bières : $37 \text{ hommes} \times 2 \text{ bières chacun} = 49 \text{ caisses}$
- Calcul des pertes adverses : $3 \text{ méchants} + 1 \text{ probable} + 2 \text{ cochons} = 37 \text{ ennemis tués}$
- Tirs amis = aucun
- Les choses qui doivent habituellement être ensemble pour fonctionner ne peuvent jamais être livrées ensemble.
- Les radios vont tomber en panne dès que vous aurez désespérément besoin d'un support tactique.
- Tout ce que vous faites peut vous attirer des balles, excepté ne rien faire.
- Si vous rendez la tâche trop dure à l'ennemi pour rentrer, vous ne pourrez plus sortir.
- Les balles traçantes fonctionnent dans les deux sens.
- La seule chose plus précise que les tirs ennemis, sont les tirs entrants des amis.
- Si vous prenez plus que votre part, vous récolterez plus que votre part.
- Lorsque les deux camps sont convaincus qu'ils vont perdre, ils ont tous les deux raison.

- Les soldats professionnels sont prévisibles, mais le monde est rempli d'amateurs.
- Toute action militaire significative se déroulera toujours à l'intersection de deux cartes, voire trois.
- Une fois la goupille retirée, une grenade n'est plus votre alliée.
- Ne tirez pas ; Cela va irriter les gens autour de vous.
- Ne dites jamais à votre chef de groupe que vous n'avez rien à faire.



Les Règles d'Engagement pour les temps de chaos

1. Il n'y a pas de règle au combat. Le premier qui triche est le premier qui gagne. Le seul combat injuste est celui qu'on perd.
2. Prenez toujours une arme. Mieux encore, prenez en deux. Invitez vos amis qui en ont une, et demandez-leur d'amener des amis qui en ont une aussi.
3. Dans dix ans, personne se souviendra les détails du calibre, de l'attitude, ou de la tactique ; Seulement de ceux qui sont encore en vie, et des autres...
4. Tout ce qui vaut une balle en vaut deux. Les munitions ne coûtent pas cher ; La vie, si. Il n'y a pas plus de paperasse à remplir lorsqu'on double son coup.
5. Ce qui compte, c'est de faire mouche. Passer près n'est pas suffisant.
6. Si votre position de tir est bonne, c'est probablement que vous ne bougez pas assez vite, ou que vous n'utilisez pas les couverts

correctement.

7. Tenez-vous loin de vos assaillants. La distance est votre amie (les déplacements en latéral et diagonale sont recommandés).
8. Si vous pouvez choisir quoi prendre pour une bataille, prenez un long fusil et un ami qui a un long fusil.
9. Si vous n'êtes pas en train de tirer, vous devriez être en train de recharger, communiquer, ou vous déplacer. Voire les trois en même temps, si possible.
10. La précision est une chose toute relative : la plupart des combats armés dépendent plus de la force avec laquelle on serre les fesses que de la précision de l'arme elle-même.
11. Utilisez une arme qui fonctionne tout le temps. Toute compétence est inutile lorsqu'on se retrouve avec un chargeur vide.
12. Un jour, quelqu'un pourrait vous tuer avec votre arme ; Mais il pourrait avoir à vous battre à mort si elle est vide.
13. Ayez toujours un plan.
14. Ayez aussi un plan B, parce que le premier ne marchera jamais.
15. Si vous vous retrouvez dans un combat loyal, c'est que vous n'avez pas préparé votre mission correctement.
16. Utilisez au maximum les couverts et dissimulations. La seule cible visible devrait être celle DEVANT votre arme.
17. Prenez vos adversaires par les cotés, autant que possible, et protégez les vôtres.
18. Prenez la décision d'être suffisamment agressif, et prenez-la suffisamment tôt.
19. Au plus vite vous terminerez le combat, au moins vous prendrez de balles.
20. Soyez courtois envers tous le monde, ami avec personne.
21. Soyez poli. Soyez professionnel. Mais prévoyez de tuer tous ceux que vous croiserez.
22. Ne débutez aucun combat avec une arme dont le calibre ne commence pas par "4".
23. Tout ce qui peut se porter ne peut suffire à stopper, même si ça commence par un "4".
24. Faites attention aux mains. Elles sont mortelles. Je crois en Dieu ; Pour tous les autres, gardez vos mains là où je peux les voir...



Les six phases d'une opération militaire :

1. L'enthousiasme
2. La désillusion
3. La panique
4. La recherche des coupables
5. La condamnation des innocents
6. **Les honneurs et les médailles pour les non-participants**

Ô combien vrai...

Publié par [Pierre Templar](#)